

Afrive est le magazine africain de l'environnement, de l'économie verte et de la croissance durable

DOSSIER 16

Gestion des déchets en Afrique

Défis, initiatives et perspectives durables

SUPPLÉMENT 13

Découvrez les actions de Greenpeace Afrique pour limiter les méfaits de la pollution plastique

GROS PLAN 34

Entretien exclusif avec Éric Ngueguim, Président du jeune Parti écologique du Cameroun

MICRO MAJEUR 37

Stratégies innovantes pour maximiser l'efficacité et la durabilité dans la gestion des déchets

LA FIRST BANK
VOUS DONNE

Carte
Blanche

Souscrivez à votre

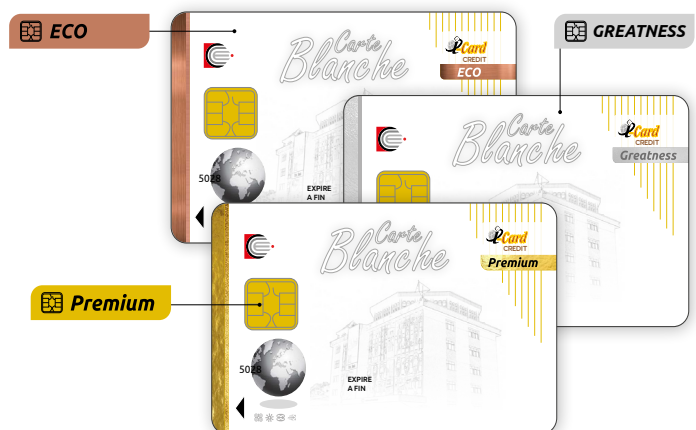
Carte
Blanche

POUR VOS

Crédits à Court Terme

- Fini les **files d'attente en agence**
- Fini les **dossiers de crédits**
- Fini les **attentes de validation**

Notre gamme



L'intérêt de la clientèle est notre priorité



☎ 222 51 80 50 / 679 00 96 26

📞 653 46 53 46

✉ qualite@afilandfirstbank.com

🌐 www.afilandfirstbank.com



Afriland First Bank

Les déchets en Afrique : un marché fructueux ?



Olivier Guillon

Président de la société AfriVe

L'Afrique connaît une croissance rapide de sa population urbaine, générant une augmentation constante des déchets en raison de l'évolution des habitudes de consommation et de production. Selon un rapport de *Market Research Future*, le marché de la gestion des déchets en Afrique est en expansion, passant de 21,72 milliards USD en 2024 à une projection de 27,70 milliards USD d'ici 2029, alimenté par les initiatives gouvernementales et l'émergence d'entre-

prises axées sur le recyclage.

Cependant, l'Afrique est confrontée à des défis majeurs en matière de gestion des déchets. La plupart des services municipaux de collecte sont inadéquats, laissant une grande partie des déchets organiques biodégradables mis en décharge. Seulement 4 % environ de plus de 180 millions de tonnes d'ordures ménagères et industrielles sont recyclées, créant ainsi une urgence environnementale et sociale.

Un aspect positif émerge néanmoins de l'Afrique du Sud, qui se distingue par son taux de recyclage remarquable de 54 % pour les emballages. Plus récemment, lors de la Coupe d'Afrique des Nations, la Côte d'Ivoire s'est positivement illustrée en garantissant avec son Agence nationale des déchets, la salubrité des infrastructures sportives et non sportives, le temps de la grand-messe du sport africain. Seulement, la situation globale reste sombre dans de nombreux pays

africains où les services de collecte sont insuffisants, laissant place à des décharges incontrôlées.

Une prise de conscience accrue sur la gestion des déchets a été amorcée lors de la réunion des ministres africains de l'Environnement en 2022, avec un engagement à mettre fin aux pratiques nuisibles telles que le brûlage et les décharges à ciel ouvert. Cette décision cruciale pourrait sauver des millions de vies et contribuer à la réduction de 60 % du brûlage des déchets à l'air libre d'ici 2030.

La création de la première Facilité africaine pour l'économie circulaire par la Banque africaine de développement ouvre de nouvelles perspectives. Ce fonds fiduciaire vise à intégrer l'économie circulaire dans les initiatives de croissance verte en Afrique, favorisant le recyclage, la réutilisation et la réparation des biens anciens.

Le secteur africain de la gestion des déchets se caractérise par sa

fragmentation et sa compétitivité, comptant d'importants acteurs tels qu'Averda, EnviroServ, Interwaste, WasteMart, Universal Recycling Company, Desco, PETCO, The Glass Recycling Company, Oricol Environmental Services SA (PTY) LTD, WeCyclers, The Waste Group (Pty) Ltd et SA Waste (PTY) Ltd. Ces entreprises revêtent une importance capitale dans le respect des réglementations et la résolution efficace des problèmes liés aux déchets.

Le marché de la gestion des déchets en Afrique présente des opportunités significatives pour la croissance économique, tout en abordant des enjeux cruciaux en matière d'environnement et de santé publique. Il est impératif que les gouvernements, les autorités locales, les entreprises et la société civile collaborent étroitement afin de transformer les défis actuels en opportunités durables.

Olivier Guillon

ÉDITEUR

AfriVe

CONTACTS

94200 Ivry-sur-Seine
+ 33 651 15 90 13
+ 237 65 66 00 80 50

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Olivier Guillon

DIRECTION

William Wamba
Jean Marie Kenfack

COMITÉ DE RÉDACTION

Olivier Guillon
Norbert Nkuipou

COMMERCIALISATION

AfriVe
contact@afriVe.info
marketing@afriVe.info

NUMÉRO ISSN

En cours de fabrication

PÉRIODICITÉ | NUMÉRO

Trimestriel | Numéro 2

DATE DE LA PARUTION

Janvier - Février - Mars 2024

IMPRESSION

Eoz Imprimerie

CRÉDITS PHOTOS

Une : iStock | Articles : Pixabay

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Jean Marie Kenfack

CONTRIBUTIONS

Habib Tizi, Oriane Nkodo,
Luchelle Feukeng, Didier Yimkoua,
Sam Quashie-Idun, Ruth Allabé,
Oumarou Monglo.

CONCEPTION GRAPHIQUE

Société Afrive digital Services

Ce numéro est gratuit. Merci de vous abonner à notre newsletter en scannant simplement le code QR.





YOUR PARTNER

For GIS, Environmental & Social Governance, Climate Finance and Nature Based Solutions in Africa

✓ *Green Assets Management*

✓ *Clean cooking projects*

Project sourcing, development and management

✓ *Monitoring/MRV*

GIS/Remote Sensing

Due diligence

✓ *Environmental & Social Governance*

✓ *Corporate & Social Responsibility*

✓ *GHG Emissions offset*

✓ *Development of SEACAP (Sustainable Energy Access and Climate Action Plans)*



Join us and let's make impact together and NOW!

Tel./ WhatsApp

+237 679 52 61 20

+237 679 52 55 03

Email: info@s2-gmbh.com

Web: www.s2-gmbh.com





DOSSIER

GESTION DES DÉCHETS EN AFRIQUE DÉFIS, INITIATIVES ET PERSPECTIVES DURABLES

- 18 Tendances, opportunités et défis en Afrique
- 20 Défis majeurs pour les entreprises dans une ère de durabilité
- 22 Vers une gestion durable des déchets en Afrique Centrale
- 24 Gestion des déchets au Gabon
- 27 JGC s'engage dans la gestion des déchets à Lagos
- 28 L'AND sensibilise en Algérie
- 29 Gestion des déchets en Côte d'Ivoire
- 32 Zanzibar entre Paradis Touristique et Crise Environnementale
- 33 BanQu, l'innovation révolutionne la gestion des déchets plastiques

16
-
33

ÉDITORIAL 03

Comment interpréter l'engouement écologique en Afrique, malgré la relative faible pollution générée sur le continent ?

REGARD 07

Les Déchets en Afrique : un potentiel marché prospère à considérer et à développer de manière durable

ACTUALITÉ 08

Les dernières nouvelles liées à l'environnement, à l'économie verte et à la croissance durable en Afrique

PENSER LE FUTUR 40

NexusGrid régule l'énergie avec une solution 2.0, BanQu automatise les déchets plastiques et des forêts circulaires contre l'avancée du Sahara

GROS PLAN 34

Mise en lumière du parti écologique du Cameroun créé en décembre 2023. Entretien exclusif avec Éric Nguenguim, président du parti.

DÉCOUVERTE 44

La Maetur, entreprise spécialisée dans l'aménagement urbain et rural au Cameroun dévoile ses actions en faveur de l'environnement

MICRO MAJEUR 37

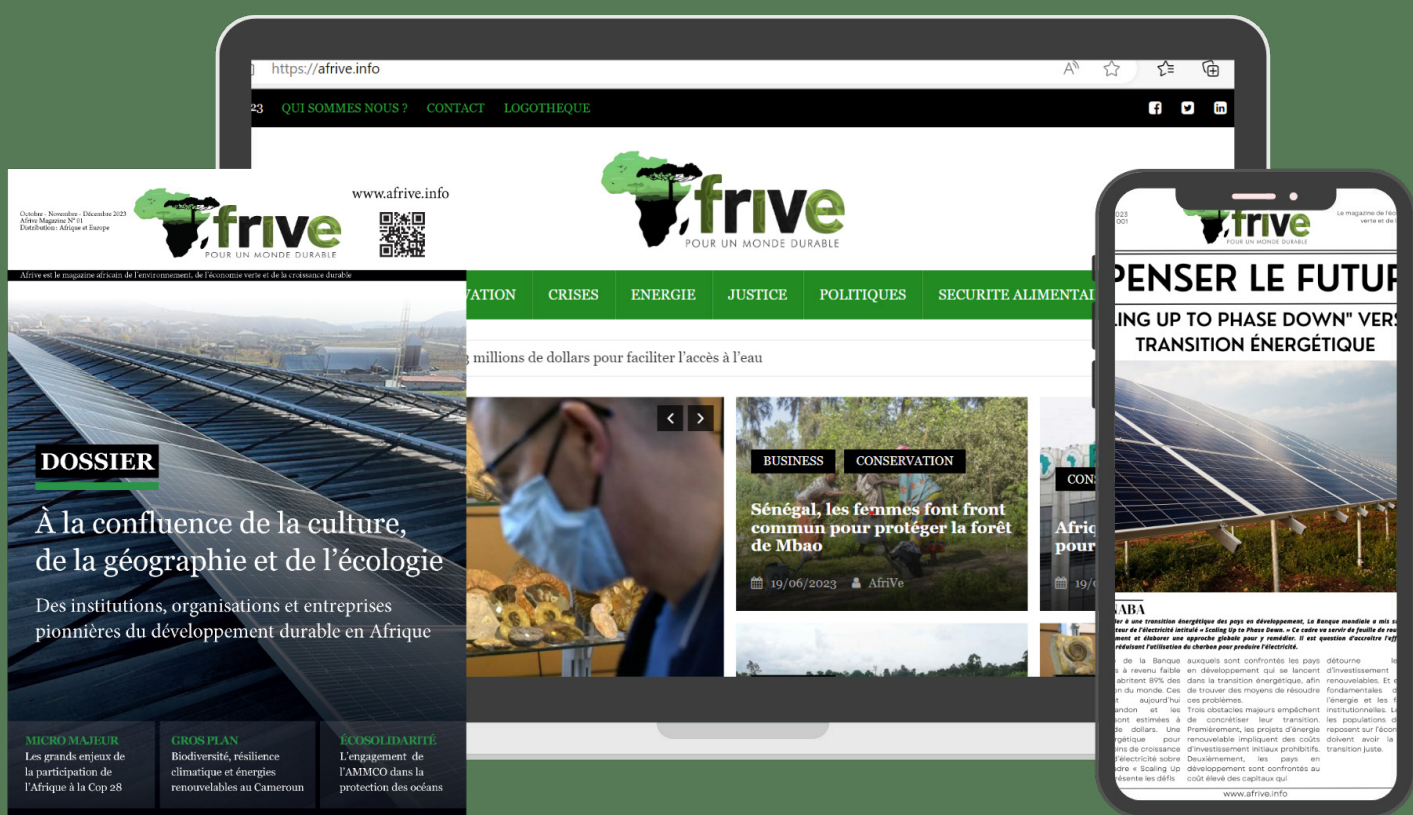
Développer des stratégies innovantes pour maximiser l'efficacité et la durabilité dans la gestion des déchets en Afrique

LES VISAGES DE L'ENVIRONNEMENT 48

Innovateurs écoresponsables et fiertés environnementales : Léandre Berwa, Fabrice Augan Ntchango et François Olivier Gosso



Le magazine de l'environnement, de l'économie verte et de la croissance durable



Afrive diffuse l'actualité environnementale africaine via divers canaux (print, PDF, site internet, newsletter), accompagnant les entreprises écoresponsables dans leur communication.



Découvrez notre Kit media

Comment interpréter l'engouement écologique en Afrique, même si le continent génère une pollution relativement faible ?



Jean-Luc Detrez

Ingénieur civil, consultant en normalisation

[Ingénieur civil et consultant en normalisation, Jean-Luc Detrez occupe des postes dans plusieurs comités internationaux et européens. Membre de l'IEC TC 111 et du CENELEC TC 111X, il contribue à la normalisation environnementale pour les produits et systèmes électriques et électroniques. Son engagement s'étend également aux comités ISO TC323, CEN TC 473, et CEN-CENELEC JTC10, respectivement dédiés à l'économie circulaire et à l'efficacité des matériaux.]

Il est également « Convenor » de divers groupes de travail dans lesquels il guide la création de normes dans des domaines clés. Parmi eux, le CENELEC TC 111X WG05 pour la conformité à la Directive RoHS, le CENELEC TC 100X WG02 pour les aspects environnementaux des produits IT, et le CEN-CENELEC JTC10 WG01, axé sur la terminologie dans le contexte de l'efficacité des matériaux. NDLR]

Avant de développer cette question, on peut d'abord se demander si ces hypothèses sont bien correctes : Y a-t-il vraiment un « engouement écologique » en Afrique ? La pollution y est-elle réellement faible ? Sans compter que l'Afrique est vaste : ce qui est vrai dans une région ne l'est pas nécessairement dans une autre.

Si l'on s'en tient à la quantité de déchets produite par habitant, il est clair que l'Afrique fait mieux que le reste du monde ; mais la réalité cachée derrière ces chiffres n'en est pas moins préoccupante : l'Afrique est aussi un continent à forte croissance démographique avec un niveau de vie et une espérance de vie en augmentation. Globalement, et dans une perspective dynamique, ce type de pollution est loin d'être négligeable et ne peut qu'augmenter, si des procédures de collecte et de traitement systématiques ne sont pas mises en place. De telles procédures existent dans certaines grandes villes, mais les étendre à tout le territoire de pays aux infrastructures absentes ou défaillantes reste un défi colossal...

A côté de cette pollution qui touche le monde entier – et, en ce moment, un peu moins l'Afrique – il existe une pollution spécifique aux pays qui pratiquent l'agriculture sur brûlis : brûler des déchets végé-

taux est une source importante de dioxyde de carbone, mais aussi de dioxines. Et ceci n'est rien à côté des pesticides interdits depuis longtemps en Europe, mais encore utilisés en Afrique. N'oublions pas non plus les exploitations minières, sur lesquelles les autorités légitimes n'ont pas tout le contrôle nécessaire pour en assurer la sécurité.

Voilà pour quelques pollutions que nous pourrions qualifier d'endogènes. Mais il en existe d'autres, que nous pourrions qualifier d'exogènes, car elles proviennent en réalité d'autres continents. Bien que de nombreux pays aient interdit l'exportation de déchets, de telles interdictions sont contournées, volontairement ou involontairement, par le marché de l'occasion ou des « donations » de matériel en fin de vie. Des vêtements, des véhicules et du matériel électronique ou informatique hors d'usage y deviennent rapidement, faute d'infrastructures de recyclage, sources de pollution.

Dire que la pollution est faible en Afrique me paraît donc une affirmation très risquée

Revenons à l'autre aspect de la question, l'engouement écologique. Parler d'engouement me paraît ici quelque peu exagéré. J'appellerais plutôt cela une « prise de conscience », qui se manifeste à plusieurs niveaux :

d'abord chez les jeunes, naturellement plus sensibles à cette problématique, et qui sont à la base d'initiatives louables (recyclage, compostage, biométhanisation...), mais qui sont souvent limitées à l'échelon local et n'ont pas toujours le succès qu'elles méritent, par manque de moyens ; chez certains gouvernants « éclairés », qui n'hésitent pas à utiliser des mesures contraignantes, par exemple pour interdire le brûlis ou limiter voire éliminer l'usage de récipients jetables en plastique ; plus visible encore dans les milieux concernés, l'arrivée massive des comités nationaux africains dans les organismes de normalisation qui s'intéressent à l'économie circulaire.

Si les deux premiers me paraissent porteurs d'espoir, je serais plus réservé quant au troisième niveau : dans certains cas, cette participation témoigne d'une véritable volonté nationale ; mais trop souvent, elle est dirigée par de grosses sociétés qui tentent d'imposer leur propre vision de l'écologie, dictée par leurs intérêts plutôt que par ceux des populations locales.

Ne nous laissons donc pas leurrer par des slogans : en Afrique comme ailleurs, lutter contre la pollution doit encore devenir une vraie priorité pour tous.

Jean-Luc Detrez

AGRICULTURE

Un nouveau décret encadre les pratiques irriguées pour une croissance verte et équitable au Cameroun

Le Premier ministre camerounais, Joseph Dion Ngute, a promulgué le 26 février 2024 le décret N° 2024/00176/PM, établissant les directives pour la gestion de l'eau utilisée à des fins agricoles et pour l'entretien des infrastructures hydrauliques dans les périmètres irrigués du Cameroun. Cette mesure réglementaire vise à encadrer l'exploitation et l'utilisation des ressources en eau souterraine et de surface pour l'irrigation dans le contexte de pénuries d'eau en Afrique centrale.

Désormais, l'utilisation de l'eau dans les périmètres irrigués est exclusivement réservée à des fins agricoles. Le prélèvement des eaux se fera uniquement aux points de mobilisation identifiés et conformément aux seuils autorisés par la législation en vigueur et les Conventions internationales ratifiées par le Cameroun, comme stipulé dans l'article 7 du décret composé de 14 articles.

L'article 8 précise que, avant chaque campagne agricole, les entités publiques devront déterminer, sur la base de données hydrométéorologiques, les quantités d'eau à prélever par les usagers, conformément aux Conventions ratifiées et à la législation en vigueur. Les autorités veil-



leront à ce que ces quantités soient respectées, avec des autorisations accordées par le ministère de l'Eau et de l'Énergie, renouvelables tous les cinq ans.

Afin de garantir une gestion équitable et durable de l'eau d'irrigation, toute extraction d'eaux de surface ou souterraines à des fins industrielles ou commerciales sera soumise au paiement d'une redevance fixée par la loi de finances. Les taux varient en fonction des volumes prélevés, avec des montants allant de 50 000 à 500 000 francs CFA.

Le décret précise également les modalités d'irrigation et de drainage des eaux usées agricoles, soumises au protocole technique énoncé dans le Code de gestion des périmètres. Les responsables des périmètres agricoles seront tenus responsables du respect de ces directives. Des sanctions sont prévues en cas de non-respect des cahiers de charge ou de comportements compromettant l'exploitation des périmètres agricoles et la pérennité des infrastructures.

Cette réglementation vise à rationaliser l'utilisation de l'eau, assurer une gestion équitable de la ressource pour les agriculteurs, préserver l'eau potable et contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire, soulignant ainsi l'engagement du Cameroun en faveur de l'environnement, de l'économie verte et de la croissance durable.●

Oriane Nkodo

AGRICULTURE

MTN et Ericsson : Une alliance pour une télécommunication africaine durable

Le Mobile World Congress (MWC) de 2024, qui s'est achevé le 29 février, a été le cadre d'une collaboration significative entre le géant sud-africain des télécommunications, MTN, et le suédois Ericsson. Ensemble, ces deux acteurs de renom se sont engagés à promouvoir le développement durable, les compétences numériques et l'éducation en Afrique.



MTN a marqué le congrès en signant un partenariat avec Ericsson, mettant en avant la promotion du développement durable et de l'éducation sur le continent africain. Ce partenariat, axé sur l'atteinte du 17^e objectif de développement durable (ODD17) des Nations unies, témoigne de l'engagement des deux entreprises en faveur de la coopération internationale pour des objectifs communs.

Dans le cadre de cette collaboration, Ericsson s'engage à fournir des produits et solutions durables, optimisant l'efficacité des réseaux, réduisant la consommation d'énergie et minimisant les déchets. MTN, majoritairement détenue par la Standard Bank, voit cette alliance comme un pilier de son engagement "Road to Zero", une initiative visant à atteindre une télécommunication "zéro émission d'ici à 2040".

Nompilo Morafo, responsable du Développement durable et des Affaires générales de MTN, souligne l'impact positif

sur l'environnement et la contribution à une Afrique plus durable grâce à cette approche coopérative. Elle insiste sur le fait que cette collaboration permettra également de renforcer les compétences numériques au sein des communautés locales.

La télécommunication, en tant que secteur clé, fait face à l'urgence de la décarbonation. Selon l'association professionnelle IEEE Computer Society, les entreprises de télécommunications représentent actuellement de 1,6 à 2 % des émissions mondiales de carbone. Cependant, avec la croissance exponentielle des centres de données, ce chiffre pourrait atteindre jusqu'à 8 % de l'électricité mondiale d'ici à 2030.

Pour répondre à cette urgence, MTN, opérant dans 18 pays africains, met en place des initiatives majeures pour décarboner ses activités. Parmi celles-ci, la solarisation des tours de réseau et des agences est au cœur des actions. Le récent parc solaire de 700 kWc inauguré à Johannesburg par la filiale sud-africaine de MTN illustre cette approche concrète vers une télécommunication plus durable.

Cette collaboration entre MTN et Ericsson s'inscrit comme un exemple concret de l'engagement du secteur des télécommunications envers le développement durable et la croissance responsable. Alors que le monde numérique évolue, ces initiatives sont essentielles pour assurer un avenir viable, renforçant ainsi l'impact positif des entreprises sur l'environnement et les communautés locales.

O. N.

DURABILITÉ

La Côte d'Ivoire s'engage avec des projets d'énergie solaire à l'est du pays

Le 28 février 2024, le gouvernement ivoirien a pris une mesure significative en faveur du développement durable en approuvant une politique socio-économique axée sur la durabilité dans l'est du pays. Cette initiative vise à alimenter les ménages et les activités économiques de cette région à l'énergie solaire photovoltaïque, marquant ainsi une étape cruciale vers la réduction de la dépendance aux énergies fossiles.

Vers une transition énergétique durable

La Côte d'Ivoire, nation d'Afrique de l'Ouest, entreprend plusieurs projets d'énergies renouvelables pour décarboner son mix énergétique actuellement dominé par les énergies fossiles, en particulier le gaz. Actuellement, plus de 73 % de l'électricité du pays provient du gaz. Cependant, la politique de développement dans l'est du pays adopte une approche plus centrée sur la durabilité avec un accent particulier sur l'énergie solaire photovoltaïque.

Lors du Conseil des ministres du 28 février, le gouvernement a approuvé un prêt de plus de 33 milliards de francs CFA (plus de 50 millions d'euros) de la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), l'agence allemande de développement. Ce financement soutiendra la mise en œuvre du projet de développement durable dans l'est de la Côte d'Ivoire, y compris la construction d'une centrale solaire photovoltaïque à Sérebou.

Un projet ambitieux à Sérebou

D'une capacité de 25 Mwc, le parc solaire près de la ville de Bondoukou promet d'améliorer le mix énergétique en

faveur des énergies décarbonées. Selon Amadou Coulibaly, porte-parole du gouvernement ivoirien, le projet vise également à améliorer l'accès à l'électricité dans les villes de la région d'Iffou, tout en réhabilitant et renforçant les équipements de téléconduites et de télécommunications dans les postes sources de la région.

Partenariats public-privé pour un avenir solaire brillant

Un autre pas en avant vers la durabilité dans l'est de la Côte d'Ivoire est la construction imminente d'une centrale solaire photovoltaïque de 50 Mwc à Bondoukou. Cette initiative, menée par l'entreprise émirienne Amea Power dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP), représente un investissement substantiel de 56 millions d'euros. La centrale sera connectée au réseau de la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE), qui achètera la production pour les 25 prochaines années.

Capacité installée en hausse, ambition pour 2030

En plus de diversifier le mix énergétique, ces projets augmenteront la capacité installée de la Côte d'Ivoire. En 2022, la deuxième économie d'Afrique de l'Ouest affichait une capacité installée de 2 229 MW, dont 27 % provenaient de centrales hydroélectriques. Le gouvernement ivoirien vise à produire 42 % de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2030, marquant ainsi un engagement fort envers un avenir énergétique plus durable et respectueux de l'environnement.

Ruth Allabé



© Présidence de la République de Côte d'Ivoire

INVESTISSEMENT VERT

Mirova injecte 8,5 millions de dollars pour soutenir la production durable des noix de Macadamia en Afrique de l'Est

La société d'investissement française Mirova a récemment injecté 8,5 millions de dollars dans Pamoja, une entreprise basée au Kenya et en Tanzanie spécialisée dans la production durable de noix de macadamia. L'objectif de cet investissement est de développer des pratiques agricoles plus durables en collaboration avec de petits exploitants.

Pamoja, qui exporte les noix de macadamia en Europe, intensifiera ses projets au Kenya en travaillant avec plus de 6 000 petits exploitants agricoles. À Nairobi, sa filiale TenSenses exploite une usine de transformation de noix de macadamia pour le marché international. En Tanzanie, la filiale Macjaro de Pamoja développe des fermes de noix de macadamia tout en respectant les écosystèmes agroforestiers.

Dans ces deux pays d'Afrique de l'Est, Pamoja vise à gérer 6 200 hectares de terre selon des critères de durabilité stricts, tels que le biologique et le commerce équitable, tout en apportant un soutien à 13 000 petits producteurs locaux d'ici à 2031. Ces initiatives pourraient avoir un impact significatif sur le marché mondial des noix de macadamia, estimé à atteindre 2,48 milliards de dollars d'ici à 2028 selon le cabinet indien Mordor Intelligence.

Le fondateur de Pajoma, Guillaume Maillard, explique que le partenariat avec Mirova permettra d'accentuer

« Intensifier les efforts visant à promouvoir une exploitation durable et rentable des terres arables »

les efforts pour promouvoir une exploitation durable et rentable des terres arables. Cela inclut la formation des producteurs aux meilleures pratiques et le renforcement de l'outil industriel géré selon les normes suisses.

L'investissement de Mirova, réalisé dans le cadre du fonds Land Degradation Neutrality (LDN), s'inscrit dans une initiative plus vaste en collaboration avec la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD). Ce fonds vise à financer des projets contribuant à la neutralité en matière de dégradation des terres. En plus des noix de macadamia, le fonds LDN soutient également d'autres cultures et industries, soulignant ainsi son impact significatif à l'échelle mondiale.

Guillaume Maillard, le fondateur de Pamoja, souligne que le partenariat avec Mirova permettra d'intensifier les efforts visant à promouvoir une exploitation durable et rentable des terres arables. Cette collaboration contribuera également à renforcer l'outil industriel de Pamoja, lui permettant de rivaliser sur le marché mondial tout en respectant les normes suisses élevées.

Oriane Nkodo



POLLUTION PLASTIQUE

GREENPEACE

Au Cameroun, Albert mène une lutte acharnée contre les déchets plastiques

Albert, originaire d'Ebodje, une localité de l'arrondissement de Campo, dans le département de l'Océan au Cameroun, se trouve confronté à une situation critique depuis près de quatre ans. Son village subit une pression croissante due à l'expansion de l'entreprise Camvert, entraînant une détérioration de l'environnement. Outre cette menace, les rues et la plage du village, situé au cœur des forêts du Bassin du Congo, sont de plus en plus envahies par les déchets plastiques.

Malheureusement, Albert ne dispose pas de ressources considérables pour s'opposer à Camvert, qui prévoit de défricher environ 40 000 hectares de forêt pour établir une plantation de palmiers à huile. Cependant, Albert, astucieux, a utilisé son ingéniosité pour lutter contre la pollution plastique.

Le processus qu'il a mis en place est simple. Avec l'aide de quelques amis du village, Albert a fabri-



© Greenpeace Afrique

qué des cages en forme de poisson et de tortue, symbolisant la biodiversité locale affectée par la pollution. Ces cages ont été installées dans tout le village, et les habitants sont encouragés à y déposer leurs déchets plastiques non biodégradables.

Une fois les bacs pleins, Albert les empile dans un coin du village. Lorsqu'on lui demande ce qu'il compte faire de ces déchets, il répond avec un sourire et un haussement d'épaules, exprimant son incertitude quant à leur destin. Il espère toutefois qu'une organisation partenaire viendra les récupérer pour les recycler à l'avenir.

Malgré les moqueries initiales des habitants qui doutaient de sa capacité à changer les choses, Albert reste déterminé. Pour lui, il est crucial de débarrasser son village, en particulier les plages, des déchets plastiques. Ebodje, riche en tortues marines, est menacé par l'implantation d'agro-industries telles que Camvert et l'arrivée imminente

© Greenpeace Afrique



d'autres entreprises comme Synosteel, qui auront un impact sur les magnifiques plages du village.

Six mois après le début de son initiative, Albert a déjà collecté une quantité importante de déchets. Cependant, il fait face à un nouveau défi : le transport de ces déchets. Actuellement, il a besoin d'un tricycle pour faciliter cette tâche. Néanmoins, notre défenseur de la nature continue vaillamment son combat contre le plastique avec les moyens dont il dispose.

Luchelle Feukeng



© Greenpeace Afrique

Au Nigeria, des progrès sont observés dans la lutte contre la pollution plastique

Suite à l'annonce de l'interdiction du plastique à usage unique et du polystyrène dans l'État de Lagos, au Nigeria, Hellen Kahaso Dena, responsable du projet panafricain sur le plastique de Greenpeace Afrique, a déclaré :

« Nous félicitons l'État de Lagos d'avoir pris une mesure décisive en faveur de l'environnement en interdisant le polystyrène et d'autres plastiques à usage unique. Il s'agit d'un signal positif et fort qui montre que le Nigeria est déterminé à s'attaquer aux problèmes environnementaux critiques et à contribuer à un avenir durable aux côtés d'autres nations africaines. Nous exhortons le gouvernement de l'État de Lagos non seulement à faire respecter l'interdiction de manière efficace, mais aussi à renforcer les politiques et les réglementations relatives aux matières plastiques. »



Dr Oulie Keita

Directrice exécutive de Greenpeace Afrique

« Nous sommes à un moment charnière où nos actions peuvent façonner l'avenir de notre continent. Les gouvernements africains doivent se mobiliser et s'unir pour soutenir un Traité mondial sur les plastiques et un traité sur la haute mer solides qui accordent la priorité à la réduction de la production de plastique, au maintien dans le sol du pétrole et du gaz utilisés pour sa fabrication, et à la protection de nos océans. Il ne s'agit pas seulement d'une question environnementale, mais aussi d'une question de justice, de santé, de moyens de subsistance et de droits de nos populations. Notre demande est claire : un traité qui réduise les inégalités, protège la santé humaine et l'environnement, et garantisse une transition équitable vers un système à faible émission de carbone. Il doit être axé sur la justice pour les communautés les plus touchées par la pollution plastique et la surpêche. » - Message du Dr. Oulie Keita aux dirigeants africains lors du 37^e sommet de l'Union africaine en Éthiopie.



Hellen Kahaso Dena

Responsable du projet panafricain sur le plastique de Greenpeace Afrique

DURABILITÉ

Retour à l'expéditeur : Pourquoi l'Afrique n'a plus besoin de vos vêtements

Depuis plusieurs années, mon pays, le Ghana, est confronté à un fléau silencieux : les vêtements de seconde main. Derrière son industrie du cacao en plein essor, sa culture dynamique et sa cuisine délicieuse, ce fléau étouffe nos cours d'eau et intoxique notre terre. Pourquoi parler de fléau ? À cause des énormes volumes d'exportations occidentales de vêtements de fast fashion mis au rebut.

Le Ghana a déjà été désigné comme le pays abritant la plus grande décharge de déchets électroniques au monde, en raison des tonnes de déchets électroniques déversées dans le pays. Cependant, beaucoup ne sont pas conscients du fardeau supplémentaire imposé par les pays riches, en particulier en Europe et en Amérique du Nord.

Pour ceux qui lisent ces lignes et qui vivent en Occident, avez-vous déjà pensé à ce qui arrive à vos vêtements lorsque vous les donnez ? Et croyez-vous que ces dons restent dans votre ville ? Eh bien, pour répondre à cette question, une grande partie de ces vêtements finit par arriver dans des villes d'Afrique telles qu'Accra, inondant nos marchés aux puces avant de polluer nos rivières et nos lagons, de contaminer nos plages et de détruire la vie marine dans nos océans - des endroits où ils ne devraient vraiment pas se trouver.

Les vêtements de seconde main jouent un rôle essentiel dans l'économie locale du Ghana depuis de nombreuses années. Le



© Greenpeace Afrique

marché de Kantamanto à Accra, établi dans les années 1970, se classe parmi les plus vastes marchés de vêtements d'occasion au monde, impliquant plus de 30 000 travailleurs dédiés à la vente, au nettoyage, à la réparation et au recyclage des déchets textiles du Nord. Cependant, l'avènement de la mode rapide depuis les années 2000 a entraîné une prolifération de vêtements de qualité médiocre et de produits de mode surproduits, affluant en quantités massives. Actuellement, le Ghana reçoit environ 152 600 tonnes de vêtements de seconde main annuellement, communément appelés "Oburoni Wawu" - traduit littéralement par "vêtements du blanc mort". Chaque semaine, plus d'une centaine de conteneurs de 40 pieds, contenant plus de 15 millions d'articles de mode, débarquent au port de Tema, le plus grand port du Ghana à l'est d'Accra, dont environ 70 % sont dirigés vers le marché de Kantamanto.

En octobre 2023, Greenpeace Afrique et moi-même avons collaboré avec nos homologues de Greenpeace Allemagne pour une mission de recherche visant à documenter la situation au Ghana. Notre objectif était clair : comprendre l'impact de cette situation sur la vie des communautés locales, recueillir leurs opinions sur l'afflux massif de vêtements usagés importés et intervenir en rapatriant une petite portion de ces vêtements en Europe, là où ils devraient être.

Notre périple a débuté à Old Fadama, le plus grand quartier informel d'Accra, abritant plus de 80 000 résidents et une immense décharge en expansion constante. L'odeur était pénétrante, et en escaladant les monticules de déchets, nous étions confrontés aux



© Greenpeace Afrique

symboles de notre surconsommation - un rappel brutal de la contribution de l'industrie de la mode au colonialisme climatique.

De retour au marché de Kantamanto, nous avons demandé aux commerçants locaux de rassembler tous les vêtements d'occasion, communément appelés "borla", qui ne pouvaient pas être vendus en raison de leur mauvaise qualité, de leur inadaptation au climat (notamment ceux fabriqués en plastique), de leurs tailles inappropriées pour le marché local, ou simplement parce que les Ghanéens ne portaient pas ces styles. Nous avons organisé le transport de ces articles jusqu'à notre conteneur d'expédition.

Cette tâche n'a pas été aisée, et arpenter les étroits trottoirs de ce marché animé nous a ouvert les yeux. Afin d'éviter que les vêtements ne se détériorent pendant le voyage, nous avons exclu ceux qui avaient été jetés au sol et utilisés comme éponges pour la saleté et l'eau. En une semaine, nous avons réussi à collecter suffisamment de vêtements pour remplir notre conteneur de 20 pieds.

Nous avons échangé avec les commerçants du marché, qui déboursent l'équivalent de 280 USD pour un sac de ces vêtements d'occasion importés. Leur déception était palpable lorsqu'ils nous ont montré que seulement la moitié de ces vêtements étaient utilisables. Cela a été un rappel brutal de la tromperie inhérente à ce système commercial défectueux, audacieux et toxique.

Une fois la confiance établie avec les travailleurs locaux du marché de Kantamanto et notre mission clairement comprise, un fort esprit de solidarité s'est manifesté. Ils nous ont aidés à sensibiliser le marché à la collecte des "borla" et à les acheminer vers notre conteneur. Ce fut un travail d'équipe ardu mais magni-

fique, marqué par la camaraderie. Certains nous ont confié se sentir responsabilisés et espéraient que cela inciterait les pays occidentaux à respecter nos normes et notre environnement.

L'Afrique n'est pas la poubelle du monde

L'Afrique ne devrait pas être traitée comme une poubelle. Le fardeau de la pollution causée par l'engouement de l'Occident pour la mode rapide ne devrait pas retomber sur les habitants du Ghana ou de tout autre pays du Sud. Ces déchets toxiques et de seconde main sont envoyés sans tenir compte des besoins réels ou des souhaits des Ghanéens, et ce, dans des endroits dépourvus d'infrastructures locales appropriées pour faire face à "votre problème", imposant ainsi un colonialisme des déchets et créant les conditions d'un néocolonialisme encore plus important de la part du Nord.

L'impact de la fast fashion sur le Ghana n'est qu'un aspect de la question. Les grandes marques gaspillent également les efforts et les ressources utilisés pour fabriquer la fast fashion, la majeure partie de la pollution, des émissions de gaz à effet de serre et de l'exploitation dans les chaînes d'approvisionnement ayant lieu dans d'autres pays du Sud[2]. Nous avons besoin d'une réglementation pour interdire ce modèle commercial destructeur de la fast fashion. Greenpeace demande aux gouvernements, à l'UE

et à l'ONU/AENU de plaider en faveur d'une responsabilité élargie des producteurs efficace, afin que les entreprises assument la responsabilité de leurs produits et que les "pollueurs" paient pour les dommages causés[3]. Nous pouvons tous lutter contre la normalisation de la fast fashion en réparant, réutilisant, partageant, recréant et en choisissant des vêtements de meilleure qualité. Par-dessus tout, il est essentiel de cesser d'acheter de la mode rapide fabriquée avec du plastique et de s'opposer à l'écoblanchiment pratiqué par les grandes marques. •

Sam Quashie-Idun

© Greenpeace Afrique



Gestion des déchets en Afrique

Défis, initiatives et perspectives durables





AU SOMAIRE DE CE NUMÉRO

- 18** - Gestion des Déchets en Afrique : tendances, opportunités et défis
- 20** - Gestion des déchets : un défi majeur pour les entreprises dans une ère de durabilité
- 22** - Vers une gestion durable des déchets en Afrique Centrale : initiatives, acteurs et coopération sous-régionale
- 24** - Gabon : gestion des déchets et engagement écoresponsable à l'aéroport international de Libreville
- 27** - Nigeria : Jospong Group of Companies décroche un contrat pour la gestion des déchets à Lagos
- 28** - Algérie : L'AND Pionnière d'une étude pour adapter les programmes de sensibilisation
- 29** - Côte d'Ivoire : focus sur les initiatives écologiques des acteurs clés de la préservation environnementale
- 32** - Zanzibar entre Paradis Touristique et Crise Environnementale
- 33** - BanQu, l'innovation révolutionnaire dans la gestion des déchets plastiques en Afrique

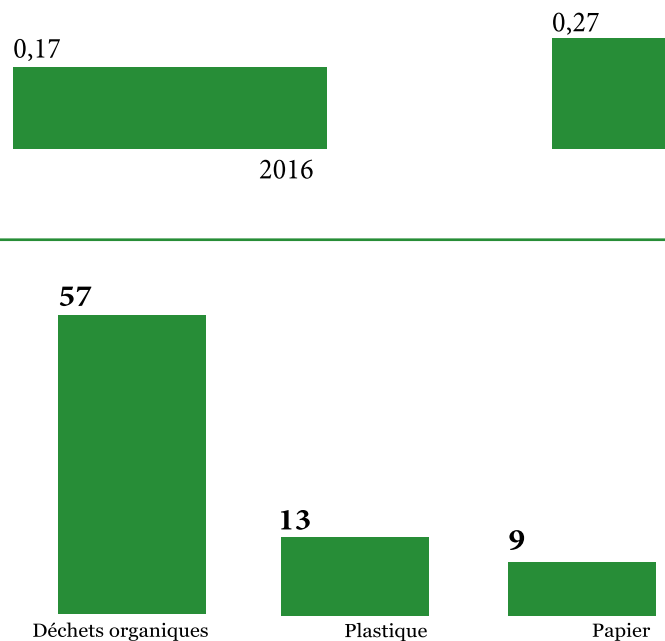
MARCHÉ

Gestion des déchets en Afrique : tendances, opportunités et défis

Le marché de la gestion des déchets en Afrique connaît une croissance significative, alimentée par divers facteurs tels que l'urbanisation rapide, l'évolution des habitudes de consommation et les initiatives gouvernementales. Selon le rapport "Analyse de la taille et de la part du marché de la gestion des déchets en Afrique - Tendances et prévisions de croissance (2024 - 2029)" de Market Research Future, le marché africain atteindra 2770 milliards USD d'ici 2029, avec une croissance estimée à 4,98 % au cours de la période de prévision.

La croissance démographique en Afrique engendre une augmentation urbaine exceptionnelle qui surpasse tout autre continent avec un taux annuel de 3,5 %. Bien que la production actuelle de déchets en Afrique demeure inférieure à celle des nations développées, la région subsaharienne est susceptible de dépasser ces dernières en termes de production totale de déchets si les tendances actuelles perdurent. Les facteurs tels que l'augmentation de la population, l'urbanisation rapide, l'émergence de la classe moyenne, les évolutions des habitudes de consommation et des modes de production, ainsi que le commerce international des déchets

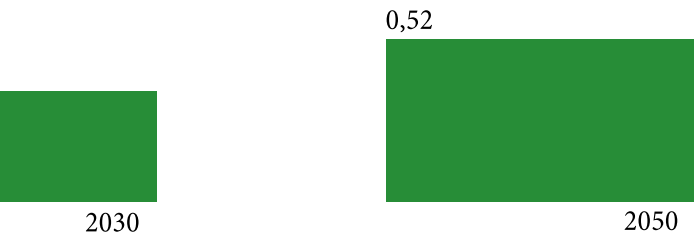
Projection de la production de déchets par habitant en Afrique subsaharienne, en milliards de tonnes, 2016 - 2050



contribuent tous de manière significative à l'ampleur de la production de déchets en Afrique, parallèlement à d'autres régions en développement. La gestion inadéquate de ces déchets sur le continent engendre des répercussions économiques, sociales et environnementales préoccupantes. Néanmoins, certains signes positifs se dessinent.

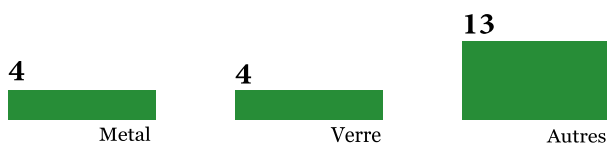
Défis et Innovations

La plupart des services municipaux chargés de la gestion des déchets solides présentent des lacunes dans de nombreux pays africains. En effet, environ 57 % des déchets solides municipaux en Afrique sont constitués de déchets organiques biodégradables, entraînant la mise en décharge de la majeure partie de ces déchets. Environ 90 % des déchets produits sur le continent sont éliminés sur terre, principalement dans des décharges non contrôlées ou contrôlées. Le recyclage ne concerne que près de 4 % des déchets générés en Afrique, souvent pris en charge par des acteurs informels, tels que ceux dédiés à la réutilisation. L'Afrique est désormais confrontée à un problème croissant en tant que réceptacle de déchets, notamment de déchets dangereux, souvent expédiés depuis les pays développés. Au cours de la dernière année, plus de 130 personnes ont perdu la vie dans des accidents liés à l'effondrement de décharges en Afrique, dont les deux tiers



© Industry Association

Prévision de la composition des déchets municipaux en Afrique subsaharienne en pourcentage 2025



étaient des femmes. Face à ces préoccupations, le secteur de la gestion des déchets en Afrique a connu l'émergence de nombreuses innovations, tant sur le plan social que technologique.

Cas pratique de Recyclage

Comparé au taux de recyclage minime observé sur le continent, l'Afrique du Sud se distingue comme un modèle éclatant. En 2021, la nation a consommé environ 3,4 millions de tonnes d'emballages (verre, papier, métal et plastique), parmi lesquels environ 54 % ont été récupérées en vue de leur recyclage, dépassant largement la moyenne continentale de 4 %. Malgré cette réussite sud-africaine, la réalité demeure alarmante, car les services de collecte dans la plupart des pays africains demeurent notoirement insuffisants. Les taux moyens de collecte des déchets solides municipaux (DSM), principalement constitués de déchets organiques, demeurent bas, avec la majorité d'entre eux destinés à l'enfouissement, malgré les opportunités significatives sur le plan socio-économique que cette pratique pourrait offrir.

Le potentiel du recyclage semble être une avenue prometteuse à travers toute l'Afrique, principalement motivée par des facteurs tels que la pauvreté, le chômage, et les impératifs socio-économiques, plutôt que par une initia-

tive concertée du secteur public ou privé. Une cohorte de récupérateurs de déchets non rémunérés trouve dans cette activité sa source de subsistance, extrayant des ressources précieuses à faible coût, voire gratuitement, au profit des municipalités ou des entreprises privées.

Un tournant vers la durabilité

La sensibilisation à la gestion des déchets en Afrique a connu un tournant majeur lors de la réunion des ministres de l'environnement au Sénégal en septembre 2022. Cette rencontre historique a abouti à une décision visant à mettre fin au brûlage et aux décharges à ciel ouvert, soulignant l'importance cruciale de cette étape pour l'économie, l'environnement et la société. Malgré une production annuelle de 180 millions de tonnes de déchets en Afrique subsaharienne, seulement 11 % sont correctement déversés, tandis que plus de 60 % finissent dans des décharges à ciel ouvert, contribuant ainsi aux problèmes de santé et de changement climatique. Les conséquences néfastes incluent plus de 1,2 million de décès prématurés annuels dus à la pollution atmosphérique. Une transition vers des pratiques de gestion durable des déchets pourrait réduire de 60 % la production d'ici 2030.

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, une collaboration étroite entre les gouvernements, les autorités locales, le secteur commercial, la société civile, les partenaires de développement, les organisations communautaires, les prestataires informels de services de gestion des déchets et les recycleurs est essentielle. Les autorités locales jouent un rôle crucial en collaborant avec les gouvernements pour faire respecter les lois contre les incendies à ciel ouvert, promouvoir le recyclage et le tri des déchets, et changer les attitudes de la population. Les initiatives d'investissement dans les infrastructures climatiques en Afrique doivent accorder une priorité aux projets de gestion des déchets, qui représentent actuellement 27 % du total des initiatives. La création de la première Facilité africaine pour l'économie circulaire en 2022 marque une avancée significative, soutenant des concepts novateurs au-delà de la gestion des déchets et intégrant des principes d'économie circulaire dans les initiatives de croissance verte en Afrique au cours des cinq prochaines années.

La rédaction

Source : Market Research Future

AVIS D'EXPERT

Gestion des déchets : un défi majeur pour les entreprises dans une ère de durabilité

Cet article propose une analyse approfondie de la gestion des déchets en Afrique, avec Didier YIMKOUA, Coordonnateur de l'ONG World Action Phyto Protection (WAPP), fervent défenseur de l'environnement en sa qualité de promoteur du Centre Privé de Formation Professionnelle aux Métiers de l'Environnement (CPFP-ME). Il est également membre du Comité départemental de l'Eau et de l'Environnement du Wouri, sous la direction du Maire de la Ville de Douala. Didier Yimkoua explore l'importance de la gestion des déchets dans le contexte actuel, orienté vers la durabilité. Les lignes qui suivent offrent un aperçu des réglementations environnementales, des stratégies de réduction des déchets, de l'engagement des parties prenantes, ainsi que des défis imposés par les nouvelles technologies.



Didier YIMKOUA

Coordonnateur de l'ONG World Action Phyto Protection



Impératif légal et environnemental pour les entreprises **Réglementation et la Gestion des Déchets**

La gestion des déchets représente un défi significatif pour toutes les entreprises. Elle nécessite une stricte conformité aux réglementations environnementales en vigueur. Les entreprises générant des déchets doivent obtenir un Permis environnemental adapté à la nature et aux différents types de déchets produits. De plus, tout mouvement de déchet doit être accompagné d'un manifeste de traçabilité, et l'entité responsable de l'élimination des déchets doit être agréée par le Ministère de l'Environnement et contrôlée par la Communauté Urbaine dans le cas d'une implantation en zone urbaine.

Au moment de la création d'une entreprise, une analyse environnementale préalable est essentielle. Cette analyse s'accompagne généralement d'un cahier des charges environnementales ou d'un Programme de Gestion Environnementale et Sociale, en fonction de l'impact de l'entreprise sur l'environnement. Ces documents contiennent des exigences spécifiques visant à prévenir toute dégradation environnementale et les risques pour la santé humaine. La gestion des déchets engendre également des coûts supplémentaires, notamment pour les entreprises produisant



© Pixabay

Poubelles disposées de manière à promouvoir le tri des déchets

« Une entreprise s'engageant dans une économie circulaire doit améliorer son processus de production pour minimiser les pertes, instaurer un protocole de récupération des déchets et adopter la méthode des "3R" »

des déchets industriels spéciaux nocifs et toxiques, qui nécessitent des contraintes spécifiques en termes de stockage.

Stratégies d'économie circulaire pour une gestion proactive des déchets

Réduire la quantité de déchets d'une entreprise revient à réduire l'extraction de matières premières, la production et la consommation de produits manufacturés. Une entreprise s'engageant dans une économie circulaire doit améliorer son processus de production pour minimiser les pertes, instaurer un protocole de récupération des déchets et adopter la méthode des « 3R » : Réduction, Recyclage et Réutilisation. Cette approche s'aligne sur les principes de la Responsabilité Sociale

de l'Entreprise (RSE), reposant sur une sensibilisation efficace et une approche globale et participative.

Pour garantir la conformité des rejets d'une entreprise, des laboratoires d'analyses agréés par le Ministère des Mines de l'Industrie et du Développement Technologique existent. Ces laboratoires effectuent des prélèvements d'échantillons d'eau, de sol, d'air, de fumées, de vibrations, etc. Les résultats de ces analyses sont comparés aux normes nationales de rejets. En cas de non-conformité, le laboratoire formule des recommandations correctives à l'adresse de l'entreprise, qui est également soumise à des inspections environnementales menées par les administrations déconcentrées.

Un exemple concret d'entreprise engagée dans la gestion des déchets est Gaz du Cameroun, qui organise une plateforme de dialogue avec la société civile, les collectivités territoriales décentralisées et l'administration publique. Biannuellement, cette société échange avec les parties prenantes susmentionnées sur ses activités, illustrant ainsi une démarche participative et inclusive.

Un impératif de responsabilité sociale et d'innovation

Les communautés urbaines sont responsables du contrôle des déchets industriels, conformément au code de décentralisation. Une approche inclusive et participative est cruciale. L'État facilite la gestion avec une bourse virtuelle des déchets, tandis que la société civile surveille pour prévenir la pollution. La communication interne, un aspect clé de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), transforme les employés en ambassadeurs de la lutte contre la pollution. Les chartes de gestion des déchets, adoptées par le personnel et les fournisseurs, sont encouragées pour renforcer la publicité positive. L'évaluation des performances requiert des indicateurs clairs, tels que l'absence de plaintes, les inspections réussies, et l'absence de sanctions. Ces mesures définissent une gestion efficace des déchets.

Face aux défis du XXI^e siècle, les entreprises doivent adopter des pratiques innovantes pour s'adapter au modèle de consommation variable. La gestion des déchets doit évoluer avec la digitalisation, l'usage excessif de l'électronique et les emballages plastiques, réduisant ainsi l'empreinte environnementale.

RESSOURCES

Vers une gestion durable des déchets en Afrique Centrale : initiatives, acteurs et coopération sous-régionale

Les acteurs engagés dans la gestion des déchets en Afrique centrale se trouvent confrontés à une série de défis complexes, allant du manque d'infrastructures appropriées à la nécessité d'accroître la sensibilisation et l'éducation du public. Toutefois, malgré ces obstacles, des initiatives novatrices, la participation des communautés locales, les avantages économiques potentiels, et l'adoption de technologies émergentes ouvrent la voie à une gestion plus efficace des déchets dans la région. Nous avons abordé cette question avec Oumarou Monglo, agent impliqué à la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), qui encourage la gestion durable des ressources naturelles, notamment la gestion des déchets.

Quelles entreprises sont actives dans la gestion des déchets en Afrique centrale ?

En Afrique centrale, plusieurs entreprises se consacrent à la gestion des déchets. Par exemple, des entreprises spécialisées dans la collecte et le traitement des déchets, comme Ecobank Waste Management, Hysacam, et Hygiène et Salubrité Environnementale (HSE), opèrent dans la région. Ces entreprises fournissent des services de collecte, de recyclage et de traitement des déchets pour les municipalités, les industries et les particuliers.

Y a-t-il autant d'associations en Afrique centrale dans ce registre ?

Oui bien-sûr ! Plusieurs associations en Afrique centrale se mobilisent pour une gestion efficace des déchets. C'est le cas de l'Association pour la Protection de l'Environnement et le Développement Durable (APEDD) travaille à la sensibilisation et à l'éducation du public sur la gestion des déchets. L'Association des Femmes



Oumarou Monglo
Agent COMIFAC

pour l'Environnement et le Développement Durable (AFEDD) est également active dans la sensibilisation des communautés locales et la promotion de bonnes pratiques de gestion des déchets. Pour ne citer que ces deux très médiatisées.

Quels sont donc les rôles de ces associations et organisations internationales dans la gestion des déchets ?

Elles jouent un rôle important dans la gestion des déchets. Par exemple, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) fournit un soutien technique et financier pour renforcer les capacités locales en matière de gestion des déchets. La Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales financent des projets de gestion des déchets durables dans la région. De plus, des ONG internationales telles que Greenpeace et WWF travaillent avec les communautés locales pour promouvoir des pratiques de gestion des déchets respectueuses de l'environnement.



© COMIFAC

Comifac et le ramassage des plastiques

Quelles sont les initiatives innovantes en matière de gestion des déchets en Afrique centrale ?

Nous continuons d'encourager un certain nombre de projets. Et il y en a une belle pléthore. Certaines

entreprises et organisations ont mis en place des programmes de collecte et de recyclage des déchets plastiques, contribuant ainsi à réduire la pollution plastique. D'autres initiatives promeuvent l'économie circulaire en transformant les déchets organiques en compost et en les utilisant comme engrais pour l'agriculture. De plus, des projets de sensibilisation et d'éducation utilisent des approches créatives pour informer le public sur les enjeux de la gestion des déchets, tels que l'utilisation d'arts visuels et de médias sociaux.

Comment les communautés locales sont-elles impliquées dans la gestion des déchets en Afrique centrale ?

Les communautés locales jouent un rôle crucial dans la gestion des déchets, par exemple chez moi au Cameroun, de nombreuses initiatives encouragent la participation active des communautés dans la collecte, le tri et la gestion des déchets. Cela peut se faire à travers des programmes de sensibilisation et d'éducation, des formations sur les bonnes pratiques de gestion des déchets, et l'implication des communautés dans la planification et la mise en œuvre de projets de gestion des déchets. Les coopératives de recyclage, où les membres de la communauté travaillent ensemble pour collecter et recycler les déchets, sont également une forme d'implication communautaire efficace.

Quels sont les avantages économiques de la gestion efficace des déchets en Afrique ?

La gestion efficace des déchets en Afrique peut avoir plusieurs avantages économiques. Tout d'abord, elle peut créer des emplois locaux. De plus, la récupération et le recyclage des matériaux peuvent générer

des opportunités économiques, en transformant les déchets en ressources valorisables. Par exemple, le recyclage du plastique peut créer une industrie de recyclage rentable. En outre, une gestion efficace des déchets peut réduire les coûts liés à la pollution et aux dommages environnementaux, ce qui peut avoir un impact positif sur l'économie à long terme.

Comment ces personnes morales utilisent-elles les technologies émergentes pour contribuer à une gestion plus efficace des déchets en Afrique centrale ?

Les technologies émergentes peuvent jouer un rôle important dans l'amélioration de la gestion des déchets en Afrique centrale. Par exemple, l'utilisation de systèmes de collecte intelligents basés sur des capteurs et des plateformes numériques peut permettre une planification plus efficace des itinéraires de collecte des déchets, réduisant ainsi les coûts et les émissions. Les technologies de tri avancées, telles que la reconnaissance optique des caractères (OCR) et l'intelligence artificielle, peuvent faciliter le tri automatisé des déchets, augmentant ainsi les taux de recyclage. De plus, l'utilisation de technologies de conversion des déchets en énergie, telles que la biométhanisation et la pyrolyse, peut contribuer à la production d'énergie propre à partir des déchets organiques.

Au regard de ces techniques, les pays d'Afrique collaborent-ils ensemble ?

Je parlerais pour le cas qui m'est le plus prédominant. Les pays de l'Afrique centrale collaborent à plusieurs niveaux pour améliorer la gestion des déchets dans la région. Ils partagent des connaissances et des bonnes pratiques à travers des forums régionaux et des réseaux de coopération. Par exemple, la Commission des Forêts d'Afrique Centrale

(COMIFAC) où je travaille activement facilite la collaboration entre les pays de la sous-région en matière de gestion des ressources naturelles, y compris la gestion des déchets. De plus, des initiatives régionales telles que l'Union Africaine, la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) et la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) favorisent la coopération et l'échange d'expériences dans le domaine de la gestion des déchets. Ces collaborations visent à harmoniser les politiques, à renforcer les capacités techniques et à mobiliser des ressources financières pour soutenir les efforts communs en matière de gestion des déchets.

Propos recueillis par Habib Tizi

DES CAS DE PAYS

Gabon : gestion des déchets et engagement écoresponsable à l'aéroport international de Libreville

Le Gabon fait face à des défis majeurs en matière de gestion des déchets. Sur le terrain, des efforts sont déployés pour promouvoir la durabilité. Deux initiatives phares démontrent l'engagement du pays envers un avenir plus propre et respectueux de l'environnement.

La gestion des déchets ménagers au cœur des préoccupations gouvernementales

La question de la gestion des déchets ménagers dans le Grand Libreville est devenue un enjeu majeur de santé publique, suscitant l'attention du gouvernement gabonais. Le Premier ministre de Transition, Raymond Ndong Sima, a organisé une séance de travail avec les membres du gouvernement impliqués dans la lutte contre l'insalubrité, le 16 février 2024. Parmi les ministres présents figuraient ceux de l'Intérieur, des Travaux publics, de l'Habitat, et de l'Environnement, ainsi que le Commissaire à l'Environnement et au cadre de vie.



© Primature de la République Gabonaise

Arcadie Svetlana, ministre de l'Environnement, du Climat et du Conflit Homme-Faune avec le Premier ministre de la Transition Raymond Ndong Sima

Au centre des discussions se trouvait la délocalisation urgente de la décharge de Mindoubé, qui approche de sa capacité maximale. Les populations vivant aux abords de cette décharge sont particulièrement touchées sur le plan de la santé, ce qui préoccupe le président de la Transition, le Général Brice Clotaire Oligui Nguema. La nécessité d'accélérer la délocalisation a été soulignée lors de la réunion, avec des instructions claires du Chef de l'État pour réhabiliter et fermer rapidement la décharge de Mindoubé.

Raymond Ndong Sima a insisté sur l'importance d'accélérer les discussions avec le partenaire retenu pour la réhabilitation, en attendant la finalisation du centre de traitement de Nkoltang. Ce centre permettra de valoriser les déchets produits quotidiennement, favorisant une économie circulaire, la création d'emplois et la prévention de la pollution environnementale. La visite du président de la Transition sur le site de Mindoubé en décembre dernier a conduit au relogement de certaines familles les plus exposées sur le site de Bikele, où des logements ont été construits.

Gestion durable des déchets à l'aéroport international de Libreville

Aéroport international Léon Mba de Libreville



© ADL

L'aéroport international de Libreville (ADL) représente un autre acteur majeur engagé dans des pratiques environnementales exemplaires. Avec une capacité d'accueil de 1,2 million de passagers par jour, l'ADL fait face à des défis croissants liés à la production de déchets, notamment près du nouveau terminal où 28 380 matières plastiques et résidus ont été recensés au second semestre 2023.

En réponse, le gestionnaire de l'aéroport, GSEZ Airport, a lancé le projet "zéro déchet dans la mangrove" pour sensibiliser le personnel et les usagers aux gestes écoresponsables. L'objectif ultime est la préservation des écosystèmes locaux et le bien-être des voyageurs. Ces efforts ont valu à l'ADL la distinction Airport Carbon Accreditation par l'Association internationale des aéroports (ACI Africa), une première en Afrique centrale. Cette reconnaissance souligne l'engagement de l'aéroport envers la réduction de son empreinte carbone, crucial alors que le secteur aérien contribue à hauteur de 7 % des émissions de gaz à effet de serre selon le Fonds mondial de la nature (WWF).

Ces initiatives témoignent du dévouement du Gabon envers la préservation de son environnement. Des actions concrètes, tant au niveau municipal que dans des infrastructures clés comme l'aéroport international de Libreville, renforcent la position du pays dans la lutte contre la pollution et la promotion d'une gestion durable des déchets, contribuant ainsi à un avenir plus écologique.

La rédaction

La décharge de Mindoubé au Gabon en février 2023 lors d'une visite L'Ambassadeur de France au Gabon



© economie.gouv.fr

Nigeria : Jospong Group of Companies décroche un contrat pour la gestion des déchets à Lagos

Au Nigeria, une étape significative a été franchie en matière de gestion des déchets avec la signature d'un protocole d'accord entre le gouverneur de l'État de Lagos, Babajide Sanwo-Olu, et le président exécutif de Jospong Group of Companies (JGC), Joseph Siaw Agyepong, le 26 février 2024. Cette entreprise ghanéenne, spécialisée dans divers secteurs en Afrique, notamment la gestion des déchets, est désormais chargée du traitement des déchets solides et liquides dans cet État densément peuplé.

© Jospong Group of Companies



Lagos, l'État le plus peuplé de l'Afrique de l'Ouest avec près de 17,6 millions d'habitants, cherche à améliorer la gestion de ses déchets conformément à ses objectifs pour l'année 2024 et au-delà. La collaboration avec JGC s'inscrit dans cette perspective, compte tenu de sa spécialisation dans des secteurs clés, dont la gestion des déchets. L'initiative vise à répondre à la production quotidienne d'environ 13 000 tonnes de déchets, selon l'Agence de gestion des déchets de Lagos (Lawma).

La coopération entre l'État de Lagos et JGC se concentrera sur des aspects tels que la technologie, le plaidoyer, l'application et la promotion d'innovations de l'économie circulaire telles que le recyclage, le compostage, la

réutilisation et les projets de transformation des déchets en énergie. Ces mesures sont essentielles pour réduire l'empreinte environnementale des déchets, créer des emplois et favoriser le développement durable dans la région.

En vertu de cet accord, JGC assurera le traitement des déchets solides et liquides, mettra en place une installation de récupération des matériaux et développera des stations de chargement compactes et mobiles. Ces initiatives visent à réduire la pression sur les décharges à Lagos tout en introduisant des méthodes innovantes pour la gestion des déchets. De plus, des équipements tels que des tricycles autoportants seront fournis pour renforcer les opérations des stations de transfert et de chargement.

Les autorités locales ont rassuré les acteurs du secteur des déchets à Lagos sur la continuité de leurs activités de collecte, tout en soulignant que JGC interviendra en renfort si nécessaire, en fournissant des équipements et une assistance technique. Cette confiance découle de l'expérience probante de JGC au Ghana, où sa filiale Zoomlion gère efficacement la gestion publique des déchets depuis avril 2006, notamment par le biais de la construction d'usines intégrées de recyclage et de compostage à travers le pays.

La rédaction

Algérie : L'AND pionnière d'une étude pour adapter les programmes de sensibilisation

L'Algérie se lance dans une initiative audacieuse visant à comprendre la relation entre les déchets et les citoyens du pays. L'Agence nationale des déchets (AND) a récemment amorcé la première étude de ce type en Algérie, cherchant à adapter les programmes de sensibilisation à la diversité des mentalités algériennes en matière de gestion des déchets.



© AND

Cette étude d'un mois, lancée le 15 février 2024 à Alger, permettra à l'AND d'évaluer le comportement des Algériens à l'égard des déchets, explorant leur disposition à participer aux initiatives de gestion des déchets et à adopter l'économie circulaire au quotidien.

Concrètement, l'Agence nationale des déchets déploie des questionnaires auprès de ménages sélectionnés dans diverses wilayas, représentatifs de la diversité des foyers algériens, ainsi que dans des zones urbaines de différentes tailles. Ces questionnaires servent à construire des profils types, orientant ainsi les futures actions de communication et de sensibilisation dans le domaine des déchets. Une plateforme dédiée sera également mise en place

pour faciliter le travail des équipes sur le terrain, chargées de mener l'enquête dans des conditions optimales. Sara Tazrout, responsable du département Information et Communication à l'Agence nationale des déchets, souligne que les résultats de l'étude, dévoilés dans un mois, constitueront une base de données essentielle pour élaborer des programmes de sensibilisation en harmonie avec la mentalité des citoyens algériens.

Outre la réduction de la pollution, le projet ambitionne d'améliorer les conditions de vie des populations tout en préservant l'environnement. Le gouvernement algérien aspire à valoriser 30 % des déchets ménagers d'ici à 2035, dans un pays générant en moyenne 13,1 tonnes de déchets ménagers par an, soit un kilogramme par habitant par jour. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une convention de partenariat entre le Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread), l'AND, et l'Université d'Alger 2 Abou El Kacem Saâdallah, soulignant ainsi l'importance de la collaboration entre institutions pour aborder efficacement les défis liés à la gestion des déchets en Algérie.

La rédaction

Côte d'Ivoire : focus sur les initiatives écologiques des acteurs clés de la préservation environnementale

La préservation de l'environnement est l'une des thématiques les plus abordées du moment. Cette actualité, qui demeure un sujet important, attise la curiosité de plusieurs États et organismes qui œuvrent pour la préservation de l'environnement. En Côte d'Ivoire, ces organismes se démarquent par la qualité de leur intervention et la solidité de leur engagement à faire de ce pays un État salubre et à instaurer une économie circulaire à travers une gestion optimale des déchets.

L'ANAGED en Action

L'ANAGED (Agence Nationale de Gestion des Déchets) réussit ce pari. Elle est l'autorité de régulation de la filière des déchets solides en Côte d'Ivoire et s'érige en ambassadrice de la propreté. Ses actions sont visibles à travers l'exécution des programmes de sensibilisation dans les établissements scolaires, les gares routières, les ménages et les marchés. Des programmes durant lesquels l'ANAGED se fait accompagner des organisations de la société civile, qui représentent de véritables relais auprès de la population. Plus concrètement, ce sont 2,523,511.08 tonnes de déchets collectés en 2021, 6 infrastructures modernes de gestion de déchets construites et exploitées, plus de 500 établissements scolaires impactés de 2019 à 2022 par de nombreux programmes de communication et de sensibilisation sur la gestion

des déchets, et 105 communes dotées en matériel de salubrité grâce au projet d'appui aux collectivités territoriales. La récente campagne de sensibilisation de l'ANAGED s'est déroulée dans la période des élections municipales qui s'est tenue le 02 septembre 2023, avec pour message fort "Ton geste compte pour la propreté de ta commune et de ta région". Cette campagne était le moyen de rappeler les bons gestes à adopter en matière de gestion des déchets, en veillant au maintien de la propreté des lieux publics pendant et après les meetings.

L'ANAGED ne se limite pas qu'à des sensibilisations mais est plus pratique dans ses actions, à travers les formations octroyées en vue d'une meilleure implication de la population. C'est dans ce contexte qu'elle a contribué à la réussite du projet FGEPRO (Formation en Génie des Procédés pour le Traitement et la Valorisation des Rejets Agricoles/Agro-industriels en Produits à Haute Valeur Ajoutée). Ce programme avait pour objectif la formation de Personnel Hautement Qualifié (PHQ) aux procédés de valorisation des déchets agricoles et/ou industriels. L'ANAGED a pris activement part à la cérémonie de clôture à travers une conférence donnée par Madame Sarrahn Teinin OUATTARA, Directrice Générale de l'ANAGED, qui a communiqué sur la nouvelle politique de gestion des déchets, mettant en avant l'économie circulaire.



Cette formation a concerné les étudiants niveau ingénieurs/Master et les doctorants et a été financée par le Centre de Recherche de Développement International (CRDI) du gouvernement canadien. Elle s'est déroulée le 17 janvier 2023, à l'INPHB de Yamoussoukro, partenaire du projet, tout comme le CIAPOL (Centre Ivoirien Antipollution), l'INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité) et bien d'autres.

En outre, l'ANAGED étend ses cordages en ne se limitant pas qu'aux actions entreprises en Côte d'Ivoire. En effet, le 23 août 2023, l'Agence Nationale de Gestion des Déchets a pris part au projet "INCURSION EN PLEINE NATURE" organisé par le Collectif des Leaders pour le Développement Durable en Afrique (CLDA). Ce projet était centré sur l'engagement des jeunes et des organisations de la société civile (OSC) dans un plaidoyer sur les solutions basées sur la nature. Cet engagement devrait conduire à la promotion des solutions naturelles pour protéger la planète. D'autres organisations, hormis l'ANAGED, ne restent pas en marge de ce processus de salubrité au niveau national.

ECO Eburnie et ECOTI.SA Redéfinissent les normes de collecte et de traitement des déchets

Deux opérateurs majeurs dans la ville d'Abidjan assurent la collecte et le traitement des déchets. Il s'agit des sociétés ECO Eburnie et ECOTI.SA qui font un travail remarquable sous la supervision du Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité.

L'opérateur Eco Eburnie (issu du groupe Mota-Engil, leader du secteur de l'environnement au Portugal), se charge principalement de la pré-collecte, de la collecte



© ECOTI.SA

et du transport des déchets vers leur destination finale, sans oublier le balayage des rues et le curage des caniveaux. À cet effet, les ménages sont invités à déposer leurs déchets dans les espaces qui y ont été dédiés tous les jours de 5h à 9h et tous les soirs de 20h à 21h.

Pour faciliter ce travail de grande envergure, ce sont plus de 300 camions de collecte d'ordures qui sont répartis dans 8 communes du district d'Abidjan. Ces camions sillonnent les communes de la zone nord comprenant Yopougon, Songon, Adjamé, Attécoubé, et celles de la zone Sud notamment Treichville, Marcory, Port Bouet, et Koumassi. Les ménages disposent également (selon Madame Estelle Kla, chargée de communication à ECO Eburnie) de plus de 1000 bacs, 71 coffres de 20m³, et 6 coffres de 5m³ qui sont installés dans ces différentes communes afin de leur permettre de stocker leurs ordures en bordure de voie. Eco Eburnie mène également des campagnes de sensibilisation de masse dans les marchés, les écoles, et les ménages, visant à inciter la population à une prise de conscience collective accompagnée d'un changement de mentalité pour une Côte d'Ivoire plus assainie.

ECOTI-SA, un autre opérateur de collecte des déchets, est tout aussi impliqué dans la préservation de l'environnement. À l'occasion de la CAN 2023 qui s'est récemment déroulée en Côte d'Ivoire, cette société écologique Tuniso-Ivoirienne a procédé à la sensibilisation des supporters autour des stades en les incitant à l'utilisation des réceptacles de collecte des déchets plastiques et à l'adoption des bons gestes pour une CAN PROPRE. Ce sont, entre autres :

- L'utilisation des sacs poubelles pour faciliter la

© ECO Eburnie





Une campagne de sensibilisation d'ECOTI SA lors de la CAN CIV 2023

collecte des déchets et leur traitement ultérieur

- Le respect des horaires de sortie des déchets pour maintenir la propreté des différentes rues
- Avoir une attitude responsable au niveau de chaque individu pour un impact collectif

Sillonnant plusieurs zones de la ville d'Abidjan (Bingerville, Cocody, Anyama, Plateau Abobo...) et des villes de l'intérieur du pays (Bouaké, Yamoussoukro...), ce sont des messages forts que l'équipe d'ECOTI-SA a distillés aux populations dans le but de favoriser l'organisation de la CAN. Il est à noter que la société ECOTI-SA a clôturé sa cinquième année de délégation du Service Public de Propreté (15/12/2018-15/12/2023) avec un degré de satisfaction des usagers, qualifié de BON sur l'échelle de Likert (6,82/10). Cela a été possible grâce à un nouveau système moderne de collecte et de transport des déchets dont s'est doté le district d'Abidjan et qui a favorisé le passage d'un taux de collecte de 45% des déchets produits en 2017 à un taux de 85% en 2023.

Ruth Allabé



LES CHIFFRES

Redynamiser le secteur de la protection de l'environnement est l'un des objectifs majeurs du Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité, avec à sa tête la Ministre Anne Désirée Ouloto. Cette perspective est d'urgence, vu la gravité de l'état de détérioration de l'environnement et de la pollution de plus en plus grandissante en Côte d'Ivoire.

L'une des principales raisons qui favorise cette situation provient, selon la dernière étude dédiée du PRB (Bureau de Référence en Population), de la forte croissance de la population ivoirienne qui est passée de 3,5 millions à 28,16 millions entre 1960 et 2022. Soit une augmentation de 703,8% en 62 ans. Ce taux de croissance vertigineux a favorisé une urbanisation rapide et incontrôlée qui a logiquement débouché sur une plus importante quantité de déchets journaliers produits.

Et, sur les 280 tonnes de déchets plastiques produites chaque jour à Abidjan, seuls 5% sont recyclés. Le reste finit généralement dans les quartiers à bas niveau de vie. Cette pollution ne fait que rendre croissants les problèmes d'hygiène et d'assainissement qui se transforment en maladies, surtout chez les enfants.

En effet, la mauvaise gestion des déchets est responsable de 60% des cas de paludisme, de diarrhée et de pneumonie chez les enfants, autant de maladies qui figurent parmi les principales causes de mortalité infantile en Côte d'Ivoire.

Outre les déchets organiques des ménages, les déchets automobiles ne cessent d'augmenter. L'importation accrue de véhicules d'occasion et leur utilisation engendrent une pollution et une production conséquente de déchets.

ALERTE

Zanzibar entre paradis touristique et crise environnementale

Nichée au large de la côte orientale de la Tanzanie, Zanzibar, célèbre pour ses plages idylliques, attire un nombre croissant de visiteurs. Toutefois, derrière cette belle destination se profile une réalité inquiétante, mise en lumière dans le reportage d'« Envoyé spécial » diffusé sur France 2 le 29 juin 2023 intitulé : La ruée vers Zanzibar. Au cœur de l'apparente splendeur tropicale, un paysage insoupçonné émerge, révélant les cicatrices silencieuses du tourisme débridé.

L'archipel tanzanien, autrefois synonyme de belles aventures exotiques, fait désormais face aux conséquences du tourisme de masse. Alors que les plages de sable et les eaux séduisent les vacanciers, les hôtels luxueux le long du littoral préféreraient que ces derniers restent ignorants des impacts de leur séjour. C'est ce que Justin Madho et David, protagonistes du reportage, ont souhaité révéler en montrant à l'équipe d'"Envoyé spécial" une réalité moins idyllique.

À l'intérieur des terres, loin des stations balnéaires luxueuses, s'étend une décharge sauvage sur des centaines de mètres. Monticules de débris plastiques, restes de nourriture : ces déchets pénètrent dans les sols avec la pluie, affectant les nappes phréatiques, polluant les réserves d'eau et émettant du méthane toxique pour les habitants.

Ce problème n'est pas simplement local, mais représente une menace imminente pour Zanzibar. Les déchets, principalement issus de la consommation des touristes, mettent en péril l'équilibre écologique de l'île. Chaque visiteur génère en moyenne 2 kilos de déchets par jour, une quantité considérable lorsqu'on la multiplie par le nombre croissant de touristes. Les municipalités locales, en charge de la collecte des déchets, sont submergées par cette avalanche quotidienne.

Une entreprise locale de gestion des déchets, employant Justin et David, tente de faire face à cette crise en assurant le recyclage des déchets, expédiés à l'étranger par bateau. Cependant, les coûts élevés de ces services (pouvant atteindre 2 000 euros par mois) incitent de nombreux



hôtels à choisir des alternatives illégales. Justin et David dévoilent un système parallèle, où certains établissements préfèrent verser de l'argent à des individus peu scrupuleux pour se débarrasser des déchets illégalement.

Le reportage, intitulé "La ruée vers Zanzibar", met en lumière la complexité du dilemme auquel sont confrontés les acteurs du tourisme sur l'île : choisir entre des services de gestion des déchets légaux mais coûteux ou opter pour des pratiques illégales, préjudiciables à l'environnement. La situation soulève des questions cruciales sur le développement touristique et la nécessité impérieuse de préserver l'environnement dans les destinations prisées. Zanzibar, autrefois perçu comme un paradis tropical, doit désormais trouver un équilibre entre la croissance touristique et la préservation écologique pour assurer son avenir durable.

Regarder le reportage réalisé par Envoyé spécial



APPLICATION

BanQu, l'innovation révolutionnaire dans la gestion des déchets plastiques en Afrique

Présentée lors du Africa CEO Forum 2023, BanQu émerge comme une application pionnière dans l'automatisation et la traçabilité des déchets plastiques en Afrique. Conçue pour évoluer avec le temps, cette application suscite un intérêt croissant parmi les décideurs politiques, tandis que son cofondateur, Ashish Gadnis, ambitionne de faire de BanQu la première technologie intelligente de ce genre sur le continent.

La force de BanQu réside dans son utilisation innovante de la technologie de la chaîne de blocs. Elle enregistre minutieusement les matériaux recyclés par les ramasseurs de déchets, fournissant des données en temps réel telles que le poids et le prix de chaque contribution. Un exemple inspirant de cette transformation est Mme Banda, chef d'entreprise, collectant jusqu'à 6000 kilos de plastique par mois destinés au recyclage.

BanQu révolutionne le secteur en connectant de manière transparente les acteurs de la gestion des déchets. Cette approche transforme les ramasseurs informels en entrepreneurs prospères, renforçant l'économie

locale et contribuant significativement à la réduction de la pollution plastique grâce à une gestion plus efficace des déchets.

L'efficacité de BanQu repose sur sa capacité à enregistrer de manière transparente les matériaux recyclés, offrant aux utilisateurs des rapports hebdomadaires et mensuels pour surveiller l'activité de leur centre. Une caractéristique novatrice réside dans sa capacité à mettre en relation les ramasseurs informels avec des entreprises spécialisées dans le recyclage, créant ainsi des opportunités uniques pour les grandes entreprises d'optimiser leur impact environnemental.

En investissant dans BanQu, les grandes entreprises accèdent directement à la transparence et à la traçabilité des matériaux dans leurs chaînes d'approvisionnement. Selon Ashish Gadnis, cette transparence n'est pas seulement bénéfique pour les ramasseurs informels et les centres de rachat, mais elle constitue également un atout majeur pour les grandes entreprises, principales contributrices financières à l'utilisation de l'application. Les études indiquent que le secteur informel joue un rôle majeur, contribuant à hauteur de 58 % à la collecte et à la valorisation des déchets plastiques à l'échelle mondiale. BanQu aspire à révolutionner cette dynamique en fournissant une identité numérique et un historique financier aux ramasseurs informels, surmontant ainsi les obstacles auxquels sont confrontées les populations non bancarisées et exclues du système financier.

Habib Tizi



ÉCOLOGIE

Éric Nguenguim et le parti écologiste du Cameroun : vers une révolution verte ?

Éric Nguenguim aspire à transformer le paysage sociopolitique à travers le parti écologiste du Cameroun, mettant ainsi l'accent sur la résolution des problèmes liés au déficit énergétique.

Pourquoi le Parti Écologique du Cameroun a-t-il été créé ?

Ma motivation découle de ma propre expérience en tant que président du syndicat des énergies renouvelables du Cameroun pendant une décennie. Ce syndicat a été formé en 2015 à la suite de la COP21, où j'ai participé aux côtés du Chef de l'État. Notre objectif initial était de trouver des solutions au déficit énergétique dont souffre le Cameroun. Au fil des années, nous avons été confrontés à des obstacles, en particulier notre incapacité à influencer efficacement la politique énergétique en tant que syndicat. Nos propositions avaient du mal à atteindre l'Assemblée nationale, et en raison du caractère crucial des questions énergétiques pour la souveraineté nationale, il devenait évident que les députés jouaient un rôle clé. C'est ainsi que nous avons décidé de transformer notre lutte en passant du syndicat à un parti politique, afin de pouvoir avoir un impact concret sur l'amélioration du déficit énergétique au Cameroun.

Comment le Parti Écologique du Cameroun envisage-t-il de résoudre les défis environnementaux ?

Dans la sphère sociétale, nous sommes déjà activement engagés dans la promotion de l'écologie,



© Parti Écologique du Cameroun

**Éric Nguenguim**

Président du Parti Écologique du Cameroun

car je considère que celle-ci revêt deux dimensions majeures. Tout d'abord, à l'échelle individuelle, chaque personne doit poser des gestes quotidiens visant à transformer ses modes de déplacement, la gestion des déchets, bref, adopter des comportements citoyens que chacun peut intégrer dans sa vie quotidienne. Il est important de souligner que l'écologie est une démarche universelle, et je suis convaincu que, quel que soit le métier que l'on exerce ou le rang que l'on occupe, nous sommes tous concernés par la vision d'écologie politique que nous défendons aujourd'hui. Notre objectif est d'apporter des changements profonds et de mettre en œuvre des réformes, car il est évident que pendant de nombreuses décennies, le problème récurrent des coupures d'électricité, lié à la politique énergétique de notre pays, a un impact significatif sur les citoyens. Malgré les efforts déployés sur le terrain, que ce soit par le biais d'associations, d'entreprises, de micro-entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables, ou même par la création de facultés dédiées aux énergies renouvelables dans les universités, les mêmes problèmes persistent. C'est pourquoi nous sommes convaincus de la nécessité de mettre en place des réformes approfondies pour remédier à cette situation, souli-



gnant ainsi l'importance de passer de l'écologie individuelle ou de la société civile à l'écologie politique, car seules des réformes profondes peuvent être mises en œuvre de manière politique.

Comment comptez-vous promouvoir des pratiques écologiques et durables au sein de la sphère politique et de la société ?

Au sein de notre parti écologique, nous avons opté pour une approche politique novatrice axée sur des actions tangibles. Un exemple concret de notre engagement est le projet intitulé "Crédit Lumière, Crédit Énergie", que nous défendons depuis un certain temps. L'objectif de ce projet est de permettre à chaque citoyen d'acquérir des équipements solaires, tels que le ventilateur solaire et l'ampoule anti-délestage que vous pouvez observer. Nous mettons en place des solutions concrètes à disposition de nos concitoyens afin de lutter directement et visiblement contre le problème criant du déficit énergétique, une véritable menace pour la société camerounaise.

Comment le parti envisage-t-il de promouvoir l'inclusion et la représentation de diverses communautés dans son engagement écologique ?

Au sein du parti, nous rencontrons aisément l'adhésion de l'ensemble des Camerounais, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, en raison de notre défense des valeurs universelles. Cette approche

suscite l'adhésion de compatriotes issus de différentes nationalités et de toutes les strates de la société camerounaise, reflétant ainsi l'universalité de la cause écologique. À mes yeux, chaque individu est intrinsèquement un écologiste, car être un bon citoyen implique d'abord d'être un écocitoyen.

Comment le parti prévoit-il de collaborer avec d'autres organisations écologiques à l'échelle mondiale ?

Comme évoqué précédemment, la question écologique transcende les frontières nationales, exigeant une approche inclusive qui intègre les perspectives des autres pays, les interactions au sein de la société civile, les contributions des citoyens, et la coopération entre nations et continents. La pollution ne connaît pas de limites, un nuage de pollution généré au Nigeria peut rapidement impacter le Cameroun. Ainsi, il est impératif de coordonner nos efforts simultanément, soulignant l'importance de réformes profondes.

Le Parti Écologique du Cameroun est affilié aux "Verts Mondiaux", une organisation écologique mondiale, et fait également partie de la Fevac, la Fédération des Verts d'Afrique Centrale. Cette adhésion démontre notre engagement à travailler en collaboration, conscient que les réformes nécessaires sont profondes et requièrent une approche collective pour garantir des résultats efficaces et efficients.

Un parti écologique est-il nécessaire au Cameroun ?

Je considère que le Cameroun a toujours été un acteur de premier plan en matière de questions environnementales et écologiques. J'ai remarqué à plusieurs reprises la participation du Président de la République du Cameroun aux sommets internationaux. Cependant, un problème persiste, et il est important de le souligner : bien que le Chef de l'État soit présent, l'impact concret sur les citoyens reste peu visible, ce qui est préoccupant. Le Cameroun, souvent décrit comme "l'Afrique en miniature", partage les défis énergétiques que nous rencontrons au quotidien. Il est crucial de se demander jusqu'à quand ces défis perdureront. Personnellement, je crois fermement que l'écologie représente l'une des solutions majeures à ces problèmes.

Comment se fera la sensibilisation pour fédérer autour les populations ?

Dans chaque département, notre parti dispose de fédérations ancrées au niveau local. Il est essentiel de reconnaître que le Cameroun détient un potentiel renouvelable abondant et diversifié. En abordant le concept de décentralisation, nous plaidons également en faveur de la décentralisation des sources d'énergie. Si nous aspirons à des énergies renouvelables décentralisées, il est crucial de ne pas se limiter au solaire, et ce pour deux raisons. Prenons l'exemple de la région du Centre, à Yaoundé, la ville aux sept collines, où le potentiel éolien peut être exploité de manière stable en raison de son relief. Pourquoi ne pas exploiter cette ressource pour produire de l'électricité ? Ces interrogations sont au cœur de nos préoccupations au sein du parti. En se déplaçant vers l'Ouest du Cameroun, une région axée sur l'agriculture, le potentiel en biogaz est considérable, offrant une opportunité de production d'électricité. De plus, la présence de nombreux petits cours d'eau offre également des perspectives intéressantes. En revenant au Nord du Cameroun, une région dotée d'un double potentiel solaire et éolien, il est envisageable de développer à la fois l'éolien terrestre et le solaire. Il semble injuste de ne pas exploiter pleinement l'énergie solaire pendant la journée alors que la nuit, les ampoules restent éteintes. Le soleil représente une source d'énergie inutilisée. À l'Est du Cameroun, la richesse en biomasse, grâce à la présence d'arbres, permet d'envisager la gasification. Il est contradictoire de transporter l'énergie du barrage de Songloulou à Edea pour éclairer l'Est. Pour nous,

la décentralisation de l'énergie est essentielle afin de valoriser les ressources renouvelables disponibles dans chaque région, permettant ainsi de compenser les déficits énergétiques locaux.

Quels sont les projets envisagés pour intégrer des programmes éducatifs ?

Une refonte approfondie du système éducatif est égale-

ment nécessaire, de l'éducation de base jusqu'aux universités. Il est devenu évident aujourd'hui que les concepts tels que l'énergie renouvelable, l'écologie et l'environnement sont introduits tardivement dans les programmes scolaires, bien que ce soient des principes que nos enfants devraient adopter dès leur plus jeune âge. Cette réforme doit être holistique et simultanée. Au Cameroun, les jeunes ne sont pas familiarisés avec des pratiques fondamentales telles que le tri des déchets, une notion écologique essentielle. Il est crucial de changer la perception des déchets en les considérant comme des matières premières pouvant être transformées en énergie. Ainsi, la mise en place du tri sélectif des déchets est primordiale pour valoriser et gérer cette matière première, tout en explorant des sources d'énergie alternatives telles que le biogaz, dérivé des déchets organiques. Le recyclage énergétique offre une solution intégrée aux problématiques environnementales, de pouvoir d'achat, d'économie et de confort.

Quels défis et stratégies à long terme pour le parti écologique au Cameroun ?

Nous avons déjà constaté un accueil favorable de l'idée du Parti écologique par de nombreux Camerounais. Nous avons reçu des messages d'encouragement de la part de dirigeants, indiquant un enthousiasme général pour cette initiative. Cela témoigne de la forte demande en faveur de l'écologie dans notre pays. Notre objectif est de poursuivre la sensibilisation et de mettre en œuvre des actions concrètes. Actuellement, l'une de nos priorités est la question énergétique. J'ai soumis des propositions au ministre de l'Eau et de l'Énergie sur la manière de réduire les délestages. Deuxièmement, nous abordons la question de l'eau en tant qu'obligation étatique, considérant le droit du citoyen à exiger de l'eau potable. Enfin, nous nous concentrons sur la pollution, plaidant en faveur d'une transition énergétique pour une économie basée sur des énergies propres, évitant ainsi les dommages causés par les énergies fossiles. Dans le contexte actuel de mondialisation axée sur les profits, nous prônons une responsabilité collective et une économie régulée, propre et respectueuse de l'environnement, plaçant l'homme au centre des décisions.

Propos recueillis par Oriane Nkodo



© Parti Écologique du Cameroun

ANALYSE

Optimiser la gestion des déchets en Afrique : un défi majeur pour un avenir durable

L'Afrique est actuellement confrontée à un défi croissant dans la gestion des déchets, amplifié par une croissance démographique rapide et une urbanisation accélérée. Cette augmentation exponentielle de la production de déchets n'est malheureusement pas accompagnée d'une gestion adéquate, engendrant ainsi des répercussions néfastes sur l'environnement, la santé publique et le développement socio-économique. Cet article explore les défis spécifiques auxquels l'Afrique est confrontée en matière de gestion des déchets et présente des solutions pour améliorer cette gestion, contribuant ainsi à bâtir un avenir durable sur le continent. En complément des constats tirés de cette gestion mitigée, nous avons consulté James Mabo'o, professeur en sciences environnementales à l'école nationale Polytechnique de Garoua, pour obtenir des recommandations spécifiques visant à optimiser la gestion des déchets en Afrique.

James Mabo'o

Professeur en sciences
environnementales à l'école
nationale Polytechnique de Garoua

En Afrique, de nombreux pays font face à des défis dans la collecte, le traitement et l'élimination des déchets. Les infrastructures de gestion des déchets sont souvent insuffisantes, les systèmes de collecte inefficaces et les sites d'enfouissement mal gérés, entraînant ainsi une pollution de l'air, de l'eau et des sols, ainsi que des risques pour la santé publique.

La gestion des déchets en Afrique est confrontée à des défis particuliers, tels que le manque d'infrastructures appropriées, le faible taux de collecte des déchets, le manque de sensibilisation et d'éducation sur la gestion des déchets, ainsi que le déficit de ressources financières pour investir dans des solutions durables.

Malgré ces obstacles, des opportunités existent pour améliorer la gestion des déchets en Afrique. L'adop-

tion de technologies innovantes comme la biométhanisation, le recyclage et la valorisation énergétique peut contribuer à réduire la quantité de déchets dirigée vers les sites d'enfouissement. De plus, il est crucial de promouvoir la sensibilisation et l'éducation sur la gestion des déchets en impliquant les communautés locales, les entreprises et les gouvernements.

En Afrique, certaines initiatives se sont révélées prometteuses pour optimiser la gestion des déchets. Des projets de collecte sélective et de recyclage ont été instaurés dans certaines régions, entraînant une réduction significative des déchets dirigés vers les sites d'enfouissement. De plus, des partenariats public-privé se développent pour améliorer les infrastructures de gestion des déchets.

Le Professeur James Mabo'o, expert en sciences environnementales à l'école nationale polytechnique de Garoua, met en lumière plusieurs mesures essentielles pour relever le défi majeur de la gestion des déchets en Afrique. Ces actions, combinées, sont cruciales pour assurer un avenir durable sur les plans environnemental, de la santé publique, et du développement socio-économique.

Investissement dans des infrastructures modernes et durables

Les technologies de pointe, telles que la méthanisation, la pyrolyse et le compostage, jouent un rôle crucial dans l'optimisation du traitement des déchets, offrant une gestion efficace tout en générant des ressources utiles comme le biogaz et le compost. Ces innovations contribuent à

rendre les infrastructures de gestion des déchets plus efficaces et respectueuses de l'environnement. Les infrastructures modernes, conçues en tenant compte des besoins de la société contemporaine, intègrent des systèmes intelligents de tri des déchets, des centres de recyclage automatisés et des solutions logistiques innovantes, favorisant une gestion plus efficace et adaptée aux besoins actuels.

En investissant dans des technologies éco-responsables, ces infrastructures contribuent à réduire les émissions de gaz à effet de serre, préservant ainsi les ressources naturelles et créant un équilibre crucial entre le développement économique et la préservation de l'écosystème.



Les avantages environnementaux de ces investissements sont significatifs, limitant l'impact des déchets sur l'environnement, favorisant le recyclage et contribuant à la préservation de la biodiversité tout en réduisant la pollution. Ces infrastructures modernes créent également des opportunités d'emploi, stimulant l'économie locale, et le développement de technologies innovantes peut générer des retombées économiques significatives. Ainsi, l'investissement dans des infrastructures modernes et durables représente une démarche gagnant-gagnant, favorisant la durabilité environnementale et le bien-être économique.

Améliorer les Systèmes de Collecte en mettant un accent sur le recyclage

L'amélioration des systèmes de collecte des déchets, en mettant l'accent sur la collecte sélective et le recyclage, est impérative pour une gestion plus responsable. La collecte sélective, en orientant les déchets vers des filières spécifiques, simplifie le traitement et le recyclage. L'intégration de technologies modernes, telle que la géolocalisation, optimise les itinéraires de collecte, améliorant l'efficacité du

processus. Parallèlement, l'engagement communautaire, à travers des campagnes de sensibilisation, est essentiel pour promouvoir des comportements responsables.

En mettant l'accent sur le recyclage, les systèmes de collecte transforment les déchets en ressources, réduisant la dépendance aux matières premières vierges et stimulant le développement durable. Cette approche, combinant infrastructures modernes, technologies innovantes et participation communautaire, constitue une étape cruciale vers une gestion des déchets plus durable, favorisant une économie circulaire et créant des opportunités pour une croissance économique respectueuse de l'environnement.

Promouvoir l'éducation et sensibilisation des populations

La promotion de l'éducation et de la sensibilisation au sein des populations joue un rôle essentiel dans la gestion durable des déchets. En informant les citoyens sur



la résolution immédiate des problèmes, mais contribuent également à stimuler le progrès continu dans le domaine. En unissant leurs forces, ces partenariats favorisent un échange constant d'idées, accélérant ainsi le développement et l'adoption de technologies avancées, de pratiques de gestion plus efficaces et de politiques environnementales mieux informées. De cette manière, les partenariats stratégiques deviennent des moteurs puissants de l'innovation, apportant des solutions durables et favorisant une gestion responsable des déchets pour les générations futures.

l'importance cruciale de cette problématique, on les incite à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement. En mettant l'accent sur la nécessité de réduire, de trier et de recycler les déchets, cette sensibilisation vise à susciter une participation active de la communauté. En favorisant une compréhension approfondie des enjeux environnementaux liés aux déchets, on crée une base solide pour des initiatives collectives visant à minimiser l'impact écologique tout en encourageant des habitudes responsables.

Cette éducation doit s'étendre à tous les niveaux de la société, des écoles aux lieux de travail, pour créer une culture de la durabilité et de la responsabilité individuelle. En renforçant les connaissances et en favorisant une conscience accrue, la promotion de l'éducation et de la sensibilisation émerge comme un puissant catalyseur pour un changement positif dans la gestion des déchets, contribuant ainsi à la préservation de notre planète pour les générations futures.

Partenariats stratégiques pour l'innovation

Dans le domaine de la gestion des déchets, les partenariats stratégiques émergent comme des catalyseurs majeurs de l'innovation. La collaboration entre gouvernements, entreprises et organisations de la société civile s'avère cruciale pour aborder efficacement les défis complexes liés à la gestion des déchets. Ces partenariats offrent une plateforme unique où l'expertise technique du secteur privé, les ressources financières des entreprises et l'engagement communautaire des organisations de la société civile se convergent. Ensemble, ces acteurs peuvent générer des solutions novatrices, tirant parti de leurs compétences respectives pour développer des approches durables et efficaces face aux enjeux croissants de la gestion des déchets.

Ces alliances stratégiques ne se limitent pas seulement à

Politiques et réglementations efficaces pour une gestion responsable

L'établissement de politiques et de réglementations efficaces joue un rôle fondamental. Ces instruments légaux sont essentiels pour encadrer et orienter les pratiques environnementales, garantissant ainsi une gestion des déchets durable. Il est impératif que ces cadres juridiques soient flexibles et adaptés aux spécificités locales, prenant en compte les diversités géographiques, économiques et culturelles. En favorisant les initiatives respectueuses de l'environnement, tout en prévoyant des sanctions dissuasives contre les comportements préjudiciables, ces politiques contribuent à forger une culture de responsabilité collective en matière de gestion des déchets.

Par ailleurs, une réglementation bien conçue ne se limite pas à la simple imposition de règles, mais vise également à sensibiliser et éduquer la population sur les enjeux liés aux déchets. Elle doit encourager l'adoption de pratiques durables, en favorisant la réduction à la source, le recyclage et la valorisation des déchets. En instaurant des incitations économiques, des programmes de sensibilisation et des mécanismes de surveillance efficaces, ces politiques peuvent stimuler l'innovation dans la gestion des déchets, contribuant ainsi à la préservation de l'environnement et à la création d'une société plus respectueuse de son écosystème. En somme, des politiques et réglementations bien pensées constituent le fondement d'une gestion responsable des déchets, favorisant une transition vers des pratiques plus durables et une harmonie accrue entre l'activité humaine et la préservation de la planète.

Habib Tizi

REFORESTATION

Des initiatives circulaires de reforestation pour contrer la désertification au Sahel

Le Sahel subit une perte annuelle de millions d'hectares en raison de la déforestation, un problème grave qui incite plusieurs pays à collaborer avec l'Agence sénégalaise de la reforestation et de la Grande Muraille Verte dans le cadre d'un projet international. L'objectif de ce projet est de renforcer et de créer des zones vertes durables pour contrer la désertification. Dans ce contexte, les "tolou keur" sont déployés dans toutes les régions du Sahel avec pour objectif de rendre autonomes 60% des villages d'ici fin 2024.

En ce début d'année, les autorités sénégalaises mettent en œuvre des politiques visant à former davantage d'agriculteurs afin de permettre un déploiement approfondi dans les villages les plus éloignés. Les "tolou keur" représentent des petites forêts nourricières et médicinales, stratégiquement replantées à proximité des villages à vocation écologique. Leur particularité réside dans leur forme circulaire, favorisant la



croissance des racines vers l'intérieur. Cette conception permet de piéger les liquides et les bactéries, améliorant ainsi la rétention d'eau et le processus de compostage.

Les villageois sont équipés d'outils abordables et familiers, évitant ainsi la nécessité de déplacements coûteux. Dans ces jardins circulaires, des plantes et des arbres résistants aux climats chauds et secs, tels que la papaye et la mangue, sont cultivés. Une rangée interne est dédiée aux plantes médicinales. Trois mois après la finalisation d'un jardin au Sahara, les villageois, en collaboration avec des spécialistes, mettent en œuvre cette technique. Des agents effectuent des inspections mensuelles sur une période de deux ans pour évaluer les progrès du projet.

L'Agence sénégalaise de reboisement rapporte que les soixante jardins "Tolou Keur" au Sénégal prospèrent depuis le début du projet. Lors de la fermeture des frontières sénégalaises en raison de la pandémie de coronavirus, les villages ont dû renforcer leur autonomie, réduisant leur dépendance à l'égard des



TOLOU KEUR

approvisionnement alimentaires et médicaux étrangers. Aujourd'hui, ces forêts nourricières autonomes émergent mensuellement, offrant aux villageois la possibilité de cultiver, se nourrir et vendre localement.

Habib Tizi



TOLOU KEUR

ÉNERGIE

NexusGrid : La Solution 2.0 pour Réguler l'Énergie en Tunisie

La Tunisie, tout comme de nombreux autres pays, est confrontée à un défi majeur lié à la gestion de ses sources d'énergie distribuées, notamment les panneaux solaires photovoltaïques, les batteries et les éoliennes connectées. L'absence d'informations détaillées sur ces ressources a entravé la capacité du pays à optimiser son utilisation d'énergie et à réduire la surconsommation. C'est dans ce contexte que la Tunisie a entrepris la création d'une plateforme révolutionnaire, NexusGrid, destinée à réguler et à optimiser l'ensemble de son réseau énergétique.





Focus sur le projet éco-quartier de Kribi

NexusGrid se distingue par son approche intégrée, utilisant des algorithmes sophistiqués pour surveiller, prévoir et optimiser les données provenant de diverses sources énergétiques. En exploitant l'Internet des Objets (IoT) et des capteurs intelligents avancés, la plateforme permet une surveillance en temps réel et une réaction proactive à la consommation d'énergie. Les compteurs intelligents, les installations photovoltaïques et même les véhicules intelligents sont connectés, créant ainsi une toile intelligente qui offre une vision complète et détaillée de l'utilisation de l'énergie à l'échelle nationale.

Fonctionnement de NexusGrid

NexusGrid se distingue par son approche intégrée, utilisant des algorithmes sophistiqués pour surveiller, prévoir et optimiser les données provenant de diverses sources énergétiques. En exploitant l'Internet des Objets (IoT) et des capteurs intelligents avancés, la plateforme permet une surveillance en temps réel et une réaction proactive à la surconsommation d'énergie. Les compteurs intelligents, les installations photovoltaïques et même les véhicules intelligents sont connectés, créant ainsi une toile intelligente qui offre une vision complète et détaillée de l'utilisation de l'énergie à l'échelle nationale.

Résolutions apportées par le projet

Deux problématiques cruciales ont motivé la création de NexusGrid. D'abord, la nécessité de réduire les pertes techniques dans la distribution d'énergie, un problème récurrent dans de nombreux réseaux. Ensuite, le besoin

de tirer pleinement parti de la production photovoltaïque abondante en Tunisie. Ces deux défis ont été des obstacles persistants à une gestion optimale de l'énergie dans tous les secteurs économiques du pays. NexusGrid vise à résoudre ces problèmes en offrant des solutions avancées pour détecter les pertes techniques et prédire avec précision l'utilisation du photovoltaïque sur différentes échelles de temps.

Soutien de la Digital Energy Challenge

La Digital Energy Challenge, en apportant son soutien crucial au projet NexusGrid, joue un rôle essentiel dans le déploiement réussi de cette innovation. Le déploiement d'un prototype en situation réelle est rendu possible grâce à cette initiative, ouvrant la voie à une transition vers un réseau énergétique plus intelligent et plus efficace en Tunisie. Nawal El Boghdady, CTO de la Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (STEG), souligne que NexusGrid fournira à la STEG une surveillance en temps réel des actifs énergétiques, ainsi que des diagnostics prédictifs alimentés par des techniques d'analyse de données robustes.

NexusGrid représente une avancée significative dans la modernisation de la gestion énergétique en Tunisie. En intégrant des technologies de pointe, cette plateforme offre une solution complète pour résoudre les défis énergétiques du pays. Soutenu par la Digital Energy Challenge, NexusGrid promet de réduire la surconsommation d'énergie, de détecter efficacement les pertes techniques et d'optimiser l'utilisation des ressources photovoltaïques. Cette initiative non seulement positionne la Tunisie en tant que pionnier de la gestion intelligente de l'énergie, mais elle contribue également à un avenir énergétique durable pour le pays et sert d'exemple pour d'autres nations confrontées à des défis similaires.

H.T.



ODD

L'Allemagne investit 30 millions d'euros pour contrer la sécheresse en Somalie

En Somalie, la rareté des pluies et la croissante insoutenabilité de la sécheresse plongent le pays dans une crise humanitaire profonde. Alors que les guerres internationales monopolisent l'attention mondiale, la Somalie lutte silencieusement contre des années de sécheresse, retardant la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Dans un geste significatif, l'Allemagne, désireuse de rester un partenaire fiable, annonce un investissement de 30 millions d'euros par le biais de l'agence allemande pour le développement (KfW).

Cette initiative financière vise à renforcer la résilience des ménages et des communautés locales face aux chocs économiques et climatiques. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) soutient activement le projet, qui bénéficiera à un million de personnes dans les districts de North Galkayo et de Galdogob (État du Puntland, nord) ainsi que dans les districts de Dhushamarreeb et de South Galkayo (État de Galmudug, centre).

Les 30 millions d'euros seront minutieusement alloués pour favoriser l'accès à une éducation inclusive et adaptée (ODD4) pour les enfants, ainsi que des programmes axés sur l'eau et l'assainissement dans les écoles (ODD6) des zones ciblées. Toutefois, la priorité sera résolument accordée à la sécurité alimentaire (ODD2) en partenariat avec le Programme alimentaire mondial (PAM), apportant



son expertise pour diversifier la production agricole et augmenter les revenus des agriculteurs.

L'urgence de cette assistance se fait ressentir de manière aiguë, alors que les chaleurs extrêmes menacent gravement les moyens de subsistance, avec des récoltes asséchées et un effondrement de la biodiversité. En 2022, la crise a contraint 17 000 Somaliens à se déplacer à la recherche d'eau, de nourriture et de pâturages pour leur bétail, soulignant l'ampleur des défis. En 2021, les Nations unies ont déjà réagi en débloquant 52 millions de dollars via le Fonds central d'intervention d'urgence (Cerf) pour lutter contre le réchauffement climatique et la faim en Somalie.

Ainsi, cet investissement allemand s'inscrit dans une continuité d'efforts internationaux visant à atténuer les effets dévastateurs de la sécheresse et à promouvoir un développement durable dans la région. La Somalie, confrontée à des défis multiples, voit dans cette initiative une lueur d'espoir pour construire un avenir plus résilient et prospère.

H.T.

URBANISME

La Maetur en avant-garde de l'urbanisme écologique et durable au Cameroun

La Maetur, une entreprise experte dans l'aménagement des terrains urbains et ruraux au Cameroun, intensifie son engagement en faveur de pratiques respectueuses de l'environnement, en réponse aux préoccupations croissantes liées à la protection de notre planète.

La Maetur, une entreprise experte dans l'aménagement des terrains urbains et ruraux au Cameroun, intensifie son engagement en faveur de pratiques respectueuses de l'environnement, en réponse aux préoccupations croissantes liées à la protection de notre planète.

Lors de notre participation à la 9ème édition du Salon International des Affaires, des PME et du Partenariat de Yaoundé, Promote 2024, nous avons rencontré Thierry Tchapa, urbaniste et responsable de la conception des plans de lotissement à la Maetur. Notre entretien avec lui a permis d'approfondir notre compréhension des pratiques adoptées par l'entreprise.

Au fil des années, la Maetur s'est engagée à intégrer une approche écologique dans ses conceptions de lotissements, en mettant de plus en plus l'accent sur la responsabilité environnementale à travers les Objectifs de développement durable (ODD). Cette démarche se traduit notamment par le respect des écosystèmes fragiles lors de l'élaboration des plans de lotissement, la préservation des espaces naturels tels que les cours d'eau, ainsi que par le renforcement des caractéristiques écologiques des forêts urbaines et des zones protégées.

Par ailleurs, dans l'élaboration de ses lotissements, la Maetur s'efforce de minimiser sa consommation



d'énergie artificielle, tout en favorisant la ventilation naturelle et l'éclairage naturel entre les bâtiments. Des aspects qui contribuent à définir le caractère écologique de l'entreprise, témoignant de son engagement envers la durabilité environnementale.

Focus sur le projet éco-quartier de Kribi

La Maetur s'engage dans la réalisation d'un éco-quartier novateur au sein du lotissement de Tala, situé dans la charmante ville balnéaire de Kribi, baptisé l'éco-quartier des Trois Rivières. Cette appellation reflète parfaitement la caractéristique distinctive du projet, puisque le lotissement est traversé par trois rivières, dont la Kienké et deux de ses affluents. Ce qui aurait pu être perçu comme une contrainte initiale s'est transformé en un avantage naturel exploité de manière ingénieuse pour offrir un confort écologique, environnemental, esthétique et touris-

« La conception du lotissement intègre une approche avant-gardiste axée sur l'aéroulque, une étude approfondie du comportement des vents. Cette démarche vise à optimiser la circulation de l'air, favorisant ainsi une ventilation naturelle des habitations. »

tique aussi bien aux futurs résidents qu'à la ville de Kribi elle-même.

La conception du lotissement intègre une approche avant-gardiste axée sur l'aéroulque, une étude approfondie du comportement des vents. Cette démarche vise à optimiser la circulation de l'air, favorisant ainsi une ventilation naturelle des habitations. Cette approche s'avère cruciale dans la lutte contre l'utilisation excessive de la climatisation et la surconsommation d'électricité, démontrant ainsi l'engagement envers la durabilité et l'efficacité énergétique.

Dès les premières étapes de la planification des lotissements, tous ces éléments sont minutieusement pris en compte, bien avant l'intervention de l'architecte. Les plans intègrent également une densification optimisée et une gestion efficace des espaces publics et verts, incluant la construction d'infrastructures essentielles telles que des hôpitaux et des écoles. Ces initiatives contribuent significativement à l'élaboration du standard élevé de cet éco-quartier.

Suite à cette première réalisation prometteuse, la Maetur envisage



Lotissement de Nkondom à 20 km de Yaoundé

Un projet de villes durables de la Maetur



© Maetur

de déployer d'autres éco-quartiers à travers tout le Cameroun, étendant ainsi cette approche novatrice à la conception de futurs lotissements. Cet engagement continu reflète la vision à long terme de la Maetur en matière de développement durable et d'amélioration de la qualité de vie au sein des communautés camerounaises.

Vers des Cadres de Vie Durables

La Maetur s'engage fermement dans la promotion de l'écoresponsabilité à travers une approche collaborative et structurée. Pour optimiser la planification des lotissements et l'urbanisation écologique, l'organisation a adopté une structure divisée en directions interagissant de manière étroite. Un exemple concret en est la direction de la production, où le département des études réunit un éventail d'experts

tels que des ingénieurs, des architectes, des environnementalistes et des sociologues.

Chaque nouveau projet est abordé de manière holistique en impliquant cette équipe interne diversifiée, permettant ainsi d'intégrer tous les paramètres essentiels. En outre, la Maetur a établi des partenariats significatifs avec des entreprises jouissant d'une expertise avancée dans le domaine, dont l'ONG Urbanistes du Monde, ainsi que d'autres partenaires internationaux spécialisés dans le développement durable.

La dynamique actuelle de la Maetur vise à répondre aux exigences environnementales en adoptant une approche novatrice. En se positionnant au-delà de la simple création de lotissements, l'entreprise s'engage à concevoir des cadres de vie qui allient l'agrément à une profonde considération pour l'environnement..

Oriane Nkodo



MISSION



Contribuer à la protection de la mégafaune aquatique et de ses habitats en Afrique centrale, en améliorant les connaissances scientifiques et en impliquant les pêcheurs et les autres parties prenantes dans la pêche durable et l'utilisation responsable des bassins versants.

VISION



Faire de l'environnement côtier et aquatique de l'Afrique, un lieu de vie exempt de menaces pour le lamantin d'Afrique et d'autres espèces marines, tout en tenant compte des intérêts des populations locales.

MÉTHODE



L'approche d'intervention préconisée par AMMCO est basée sur :

- La recherche scientifique ;
- La sensibilisation ;
- La formation ;
- La conduite des plaidoyers.

ENTREPRENEURIAT

Fabrice Augan Ntchango, l'entrepreneur au service du développement durable

Favoriser et accompagner l'entrepreneuriat sont les fers de lance de Fabrice Ntchango, ingénieur en gestion de projet et fondateur d'Akewa. Depuis près de 10 ans, l'incubateur Akewa accompagne les startups gabonaises et crée des projets de soutien à l'entrepreneuriat en collaboration avec d'autres pays africains. Fabrice Ntchango souhaite miser sur l'innovation, notamment dans le domaine du développement durable, estimant que l'innovation à l'échelle mondiale devra passer par la jeunesse africaine.

Serial entrepreneur et acteur de la société civile gabonaise, Fabrice Ntchango est fortement investi dans toutes les questions liées au développement durable, au management environnemental, et particulièrement à l'entrepreneuriat social au Gabon et en Afrique en général. Ingénieur en gestion et gestionnaire de projet,

il détient une licence en finance et un master en management des institutions de microfinance.

Fort de cette longue expérience, en 2013, il lance **AKEWA ACCELERATEUR**, une structure d'accompagnement des porteurs de projets innovants, spécialisée dans la promotion de l'entrepreneuriat social et solidaire, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'environnement, des énergies propres, du numérique, des industries culturelles et créatives. Ambassadeur-Climat en 2015, Fabrice Ntchango est lauréat du Prix panafricain de l'engagement et leadership jeunesse obtenu en 2017 à Bujumbura au Burundi. En 2021, il remporte le prix AfriLabs Capacity Building Grant à Abuja, au Nigéria. Il coordonne les activités de plusieurs structures sous-régionales, telles que l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA) et le Réseau des organisations de la société civile pour l'économie verte en Afrique centrale (ROSCE-VAC), une agence d'exécution de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC).

Dynamique et doté d'un bon sens relationnel, Fabrice Ntchango est à l'aise en société et a le contact facile. Dans le cadre de ses activités professionnelles, il a eu l'opportunité de voyager en Afrique, en Europe et en Amérique, ce qui a renforcé son intérêt pour la construction d'une Afrique durable et émergente.



Fabrice Augan Ntchango

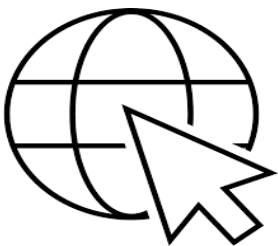
HT



AFRIVE^{digital} SERVICES

Votre agence web spécialisée dans la création
et la refonte de sites, applications métier sur
mesure et mobile.

Création de site web sur mesure, expertise et qualité



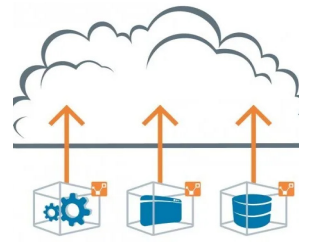
Création & Refonte
de site web




Web
Marketing



Web
Security



Migrations vers le
Cloud



Pour plus d'informations,
veuillez scanner le QR Code



COMBUSTIBLES FOSSILES

Léandre Berwa, pilier du recyclage des batteries au Rwanda

Des efforts considérables sont déployés au Rwanda pour réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et mieux gérer les déchets de batteries, en particulier dans les véhicules en fin de vie. Léandre Berwa, fondateur de la start-up rwandaise SLS Energy, a décidé de combattre cette pollution de masse en leur donnant une seconde vie.

SerialLeandre est cofondateur de SLS Energy, une société de réutilisation des batteries actuellement en activité à Kigali, au Rwanda. Il a précédemment travaillé dans les industries de la mobilité électrique et des batteries en tant qu'ingénieur consultant en batterie chez STIMA Boda et comme stagiaire de recherche au Hitachi Central Research Laboratory. Ses travaux se sont concentrés sur les modèles de dégradation des batteries, le calibrage et l'optimisation de l'exploitation du parc de véhicules électriques. Cette expérience a renforcé son intérêt pour le stockage de batteries afin de favoriser l'adoption d'énergie renouvelable et la mobilité électrique.

Faisant partie de la communauté plus large de l'université Carnegie Mellon, Berwa a eu l'occasion de mener des recherches sur le campus principal de Pittsburgh. Il a travaillé avec des professeurs et des collègues sur un projet axé sur la réutilisation d'une batterie d'un bus hybride. « Nous avons eu accès à un laboratoire et à un pack de batteries du bus hybride, en essayant d'étudier l'état de santé des cellules de batterie individuelles, à quel point elles sont adaptées pour une application de la seconde



Léandre Berwa

vie et sur la meilleure façon d'aborder la mise en place d'un nouveau pack », explique-t-il lors d'une interview.

Qu'est-ce que SLS Energy ?

Il s'agit d'une start-up qui construit des solutions de stockage d'énergie à l'aide de batteries retirées des véhicules électriques

ou récupérées du flux de déchets électroniques. L'entreprise offre un suivi intégral pour la compréhension du fonctionnement de la batterie et le choix des modèles de vieillissement. L'objectif est d'exploiter de manière sûre et optimale la valeur latente des batteries retirées en les repensant jusqu'à leur véritable fin de vie. Deux offres sont proposées aux entreprises : le stockage de l'énergie en tant qu'assistance intelligente et la surveillance de la puissance.

Bien qu'elle soit encore en train de grandir, cette entreprise représentera, dans les années à venir, un élément indispensable dans le recyclage et la réutilisation des énergies issues de batteries en Afrique.

HT

SÉCURITÉ HYDRIQUE

Nouveau directeur de l'AAEA, François Olivier Gosso poursuit sa quête d'eau potable en Afrique

François Olivier Gosso, fort d'une carrière de plus de 25 ans dans le domaine de l'eau et de l'assainissement en Afrique, assume depuis le 1er janvier 2024 la direction exécutive de l'Association africaine de l'eau et de l'assainissement (AAEA), succédant ainsi à Sylvain Usher, un pilier de l'organisation pendant plus de 24 ans.

Ingénieur généraliste spécialisé en électromécanique, Gosso a déjà laissé une empreinte significative au sein de l'AAEA, notamment en présidant le groupe de travail sur l'Eau Non Facturée de 2012 à 2015 et en occupant la présidence du Conseil Scientifique et Technique de 2014 à 2018.



François Olivier Gosso

Son arrivée à la tête de l'AAEA coïncide avec des défis pressants dans le domaine de la sécurité hydrique en Afrique. Avec 70 à 80% des maladies attribuées à la mauvaise qualité de l'eau sur le continent, la mission de Gosso s'annonce cruciale. Les causes, allant de la croissance démographique au changement climatique en passant par le manque d'infrastructures et de financements, nécessitent une approche stratégique et coordonnée.

Le nouveau directeur exécutif ne manque pas d'expérience ni de détermination. Ayant assumé des rôles clés au sein de l'AAEA et occupé des postes de responsabilité au sein de la Société de distribution d'eau de la Côte, il est bien conscient des défis à relever. La priorité de François Olivier

Gosso sera probablement de renforcer le soutien aux États membres pour atteindre le sixième objectif de développement durable (ODD 6), visant la couverture universelle en eau et assainissement d'ici à 2030.

Cependant, il n'oubliera pas les missions fondamentales de l'AAEA, qui consistent à coordonner l'acquisition et l'amélioration des connaissances, favoriser les échanges d'informations et promouvoir la coopération en matière de formation professionnelle dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Ces missions revêtent une importance cruciale dans le contexte actuel, où les enjeux environnementaux, économiques et de croissance durable sont au cœur des préoccupations mondiales.

L'engagement de l'AAEA se reflète dans sa vision de devenir une institution forte et reconnue, capable de renforcer les capacités de ses membres pour assurer l'accès à l'eau potable en Afrique. « Nous reconnaissons que l'eau et l'assainissement ont un impact sur la santé, l'éducation et le développement général du continent », souligne l'association, illustrant ainsi la responsabilité et l'ampleur de la mission qui attend François Olivier Gosso dans les années à venir. Son leadership éclairé pourrait bien être la clé pour faire avancer la cause cruciale de l'eau en Afrique vers des horizons durables.

HT

FORUM URBAIN MONDIAL (WUF)

du 04 au 08 novembre 2024 au Caire

Le Forum urbain mondial 2022 à Katowice s'est conclu avec un engagement envers des solutions concrètes pour améliorer les conditions de vie urbaine. La prochaine édition en novembre 2024 au Caire se concentrera sur la réinvention de l'habitat, la gestion des services de base et l'aménagement des territoires, notamment en Afrique et en Asie, sous le thème « Tout commence à la maison : actions locales pour des villes et des communautés durables ». Maimouna Mohd Sharif, Directrice exécutive d'ONU-Habitat, souligne le rôle crucial des villes comme leviers clés pour atteindre les objectifs de développement durable, en mettant l'accent sur l'autonomisation des femmes et la création de « villes résilientes où règne l'innovation ».

SALON INTERNATIONAL DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DE L'ENVIRONNEMENT

du 06 au 08 novembre 2024 à Dakar

Le Salon International des Énergies Renouvelables et de l'Environnement en Afrique (SIERA), du 6 au 8 novembre 2024, réunit professionnels, chercheurs et autorités autour de l'exposition, du colloque, des rencontres de partenariat et des démonstrations. Objectifs : développer les énergies renouvelables en Afrique, favoriser les échanges interentreprises et promouvoir l'investissement. Ciblants les acteurs du secteur en Afrique, le SIERA vise une collaboration fructueuse pour une croissance durable.

SEMAINE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (SIA)

du 04 au 08 juin 2024 à Lomé

La Semaine de l'intelligence artificielle (SIA) se déroulera du 4 au 8 juin 2024 à Lomé, au Togo. Organisée en collaboration avec le Conseil international de l'intelligence artificielle et Human AI dirigé par Jérôme Ribeiro, l'événement rassemblera des acteurs économiques, des décideurs politiques et des chercheurs pour discuter des opportunités et des défis liés à l'IA en Afrique. L'Afrique cherche à exploiter l'IA pour résoudre des problèmes tels que la sécurité cybernétique, le développement durable, la prévention des catastrophes naturelles et l'amélioration de l'agriculture. La SIA 2024 offre une plateforme pour explorer ces questions et promouvoir la collaboration internationale.

SALON AFRICAIN DE LA MOBILITÉ ÉCOLOGIQUE ET DES TECHNOLOGIES VERTES INNOVANTES (SAM-E)

du 30 mai au 1er juin 2024 à Abidjan

Le Salon africain de la mobilité écologique (SAM-E), du 30 mai au 1er juin 2024 à Abidjan, réunit 20000 participants. Axé sur l'électromobilité, les énergies renouvelables et le mix énergétique bas-carbone en Afrique, l'événement, organisé par l'Université Félix Houphouët-Boigny, met en avant le Maroc et le Kenya comme pays d'honneur. Objectif : aborder les enjeux écologiques et créer des partenariats, comme celui avec Auto24 qui a installé une borne de recharge pour véhicules électriques en Côte d'Ivoire.

ASSOCIATIONS, INSTITUTIONS, ORGANISATIONS ET ENTREPRISES CITÉES DANS LE CADRE DE CE NUMÉRO

AAEA	51
AFRILAND FIRST BANK	02
AKEWA	48
AFRIVE DIGITAL SERVICES	54
AFRIVE DIGITAL SERVICES	49
AMMCO	47
ANAGED CIV	29
AND ALGÉRIE	28
AILM DE LIBREVILLE	26
BANQU	33
COMIFAC	22
CPFP	20
C.U DE DOUALA	20
ECO EBURNIE	30
ECOTI-SA	30
ERICSSON	09
GREENPEACE AFRIQUE	12
HYSACAM	22
JOSPONG GC	27
KFW	43
MAETUR	44
MIROVA	11
MTN	09
NEXUSGRID	41
ONG WAPP	20
PARTI ECO CAMEROUN	34
POLYTECHNIQUE GAROUA	30
SLS ENERGY	50



SEDD

SALON DE L'ÉNERGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE **3^e édition**

OCTOBRE 2024

ABIDJAN, Côte d'Ivoire

THÈME

Assurer un approvisionnement énergétique fiable, résilient et durable pour l'Afrique de l'Ouest : opportunités, défis et perspectives.

DÉFINITION ET OBJECTIFS

Définition



Le SEDD est un carrefour d'échanges et d'opportunités pour les acteurs de l'énergie de la sous-région. Notre ambition est d'impulser des discussions constructives en vue de faire éclore des politiques et des décisions en matière d'énergie et de développement durable fortes, et applicables au profit des populations et de leur croissance.

Objectifs



Créer une plateforme pour faciliter le réseautage entre les différents acteurs (entreprises, investisseurs, ONG, et universitaires, grand public) et favoriser la création de partenariats et de collaborations transfrontalières.



Impliquer le grand public, et les entreprises dans la transition énergétique régionale par le biais de la sensibilisation aux bonnes pratiques de consommation, à l'adoption des technologies plus vertueuses et la création d'une économie verte viable.



Stimuler les initiatives entrepreneuriales novatrices dans le domaine de l'énergie et du développement durable en Afrique de l'Ouest.



[Salon de l'Énergie du Développement Durable \(lightonafrika.org\)](https://lightonafrika.org)

#SEDD 2024

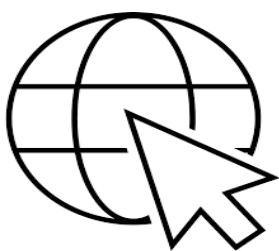
<https://www.linkedin.com/company/salon-de-lenergie-et-du-developpement-durable/>



AFRIVE **digital** SERVICES

Votre agence web spécialisée dans la création et la refonte de sites, applications métier sur mesure et mobile.

Création de site web sur mesure, expertise et qualité



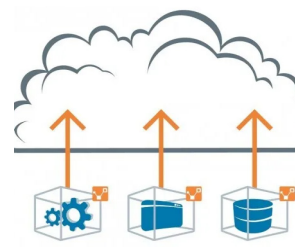
Création & Refonte de site web




Web Marketing



Web Security



Migrations vers le Cloud



Pour plus d'informations, veuillez scanner le QR Code

